

le prolétaire

M2414 - 486 - 1,5 € organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« **programme communiste** »
Revue théorique
« **il comunista** »
Journal bimestriel en italien
« **el programa comunista** »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
N° 486
Octobre-Novembre 2007
44^e année - Un expl.: 1,5 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Pour riposter aux attaques capitalistes, une seule solution: la lutte de classe!
- Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne» (2)
- Octobre 17 en Russie: hégémonie du prolétariat, hégémonie du Parti (extrait de «Bilan d'une révolution»)
- Mondialisation et krach financiers, deux facteurs du même processus de crises du capitalisme

Solidarité de classe avec les prolétaires sans-papiers!

La loi sur l'immigration en discussion actuellement que la propagande gouvernementale présente comme étant celle de «l'immigration choisie» [pour le capitalisme!] est une **nouvelle intolérable aggravation** des attaques contre les prolétaires immigrés dont sont coutumiers les gouvernements français.

Cette loi s'ajoute aux rafles, aux expulsions, comme celles des enfants scolarisés et leurs familles, mesures déjà en acte avant le gouvernement actuel, mais qui atteignent aujourd'hui une ampleur sans précédent et qui s'accompagnent de la tentative de criminalisation du soutien.

Pas plus que ces prédécesseurs de gauche ou de droite, le gouvernement actuel ne veut se passer des travailleurs immigrés et des sans-papiers: des secteurs entiers de l'économie, depuis l'agriculture jusqu'à la confection en passant par le bâtiment, ont besoin de la main d'oeuvre docile par force que sont les sans-papiers, tandis que les travailleurs immigrés en général constituent une fraction importante de la classe ouvrière industrielle. En aggravant les mesures contre eux, les gouvernants veulent en fait les condamner toujours plus à une véritable **exploitation négrière**.

La répression contre les travailleurs étrangers, désignés comme des fauteurs de trouble (voire des terroristes!) potentiels, est une arme classiquement utilisée par la bourgeoisie française (comme celle des autres pays) pour **affaiblir tous les travailleurs**: la concurrence de prolétaires dont la condition précaire ne leur permet pas de se défendre, sert aux capitalistes à faire pression sur les travailleurs nationaux.

De plus les patrons **organisent** la division entre prolétaires de différentes nationalités, races ou religion, pour empêcher les luttes. La division entre français et étrangers et le **racisme** qui en est la **conséquence**, sont un des piliers les plus constants et les plus solides de la «politique sociale» de la bourgeoisie, un des moyens les plus efficaces pour paralyser le prolétariat.

La **solidarité avec les travailleurs immigrés** et avec les **sans-papiers** est donc un **besoin de la lutte** des travailleurs pour la défense de leurs intérêts; c'est la condition indispensable pour que le prolétariat unisse

(Suite en page 2)

Gouvernement et patronat sont à l'offensive POUR SE DÉFENDRE, IL FAUT ROMPRE AVEC LE COLLABORATIONNISME !

Le gouvernement Sarkozy n'avait pas attendu pour annoncer la couleur: ses premières mesures ont été le refus d'accorder l'augmentation traditionnelle du SMIC au premier juillet (mesure saluée comme «courageuse» par la presse!), les cadeaux aux bourgeois sous la forme du «bouclier fiscal» et le passage de la loi dite du «service minimum» censée affaiblir cette arme fondamentale des travailleurs pour se défendre que constitue la grève en instaurant diverses réglementations pour en limiter la force et l'efficacité.

Sarkozy affirmait ainsi avec éclat quel était son agenda, non pas celui pour lequel il a été élu comme il le répète quotidiennement, mais celui que lui ont confié les cercles bourgeois dirigeants: accélérer et généraliser les attaques anti-ouvrières, accroître les gains et les profits pour les capitalistes et utiliser la force de l'Etat pour bloquer autant que possible les réactions prolétariennes.

Dès la fin juin il assurait: «on va aller encore plus vite, encore plus loin, et tout de suite» (1); le gouvernement comptait sur l'«état de grâce» provoqué par l'opium électoral, mais bien davantage encore sur la passivité complice des organisations syndicales qui laissaient promulguer les premières mesures anti-prolétariennes sans aucune réaction sinon symbolique (comme la manifestation-promenade des bonzes contre les mesures anti-grèves).

La décision de passer à l'attaque sur les régimes spéciaux de retraite a cependant fait passer un frémissement sur l'échine des bourgeois qui se souviennent des longues grèves de 1995 déclenchées par la précédente tentative. Si un Thibault, alors responsable des cheminots CGT, avait réussi à arrêter le mouvement,

gagnant ainsi ses galons de dirigeant de la CGT, c'était au prix d'une renonciation par Juppé à son objectif, paralysé par cet échec son gouvernement cédait quelques mois plus tard la place aux pompiers sociaux de la gauche plurielle après la dissolution du parlement par Chirac. Les bourgeois ne veulent plus connaître pareille péripétie: les attaques contre les travailleurs ne peuvent plus attendre! Le capitalisme français perd du terrain par rapport à ses concurrents (en commençant par l'éternel allié-rival, l'Allemagne), et les premiers signes de crise économique accroissent encore l'urgence de ces attaques (Sarkozy: s'il y a une crise économique, alors il faudra accélérer les réformes!).

Comme le disait «Le Figaro», c'est dangereux de s'attaquer aux retraites des cheminots, gaziers et électriciens (des secteurs clés de l'économie), mais «il faut le faire». En effet au début de l'année doit être mise en route l'attaque contre les retraites de tous les travailleurs (l'objectif officiel étant le passage à 42 annuités, dans un premier temps): cela n'est guère possible si certains secteurs en sont encore aux 37,5 annuités. Et si, par contre, le gouverne-

ment réussit à faire admettre à ces travailleurs traditionnellement plus combattifs de renoncer à ce qu'il appelle avec impudence ce «privilège» (pour les bourgeois être un petit peu moins exploité est un privilège exorbitant), il sera plus difficile aux autres de résister demain. C'est pourquoi en dépit des déclarations de matamore, Sarkozy et ses «collaborateurs» agissent avec prudence. Certaines «réformes» sont pour l'instant atténuées, certaines attaques différées (à propos des universités un responsable officiel déclarait: on ne va pas mettre les étudiants dans la rue alors qu'il faut nous attaquer aux régimes spéciaux de retraite!) et les plus hauts responsables jurent qu'il n'y aura ni rigueur, ni sacrifices - seulement des «efforts»!

Etaler les attaques ne peut pas suffire, surtout quand l'urgence commanderait de les mener de front. Pour éviter autant que faire se peut des réactions de lutte ouvrière, ou en tout cas pour les contrôler et les circonscrire, les bourgeois ont besoin d'une opposition qui puisse présenter une alternative crédible à la lutte. Or, les partis réformistes sont en plein désarroi. Le PS, divisé et affaibli, se montre impuissant à jouer le jeu de l'opposition; le PCF, moribond, ne songe qu'à négocier avec lui le maintien de quelques unes de ses dernières municipalités: il est incapable de se mani-

(Suite en page 2)

Chine 1927: La contre-révolution stalinienne fait massacrer les prolétaires chinois

Tchang Kai-chek et Kuomintang: deux noms que le prolétariat international ne doit pas oublier parce que ce sont les noms des bourreaux des prolétaires et des paysans pauvres chinois; la commune de Shanghai et l'insurrection de Canton: deux magnifiques exemples de lutte révolutionnaire des prolétaires chinois dont le prolétariat international doit se souvenir.

Mais Tchang Kai-chek et le Kuomintang n'auraient pu réussir leur besogne contre-révolutionnaire sans l'apport tragiquement décisif du stalinisme. Le mouvement bourgeois dont le Kuomintang était le représentant n'avait rien de commun avec le mouvement révolutionnaire bourgeois de 1793 français, même si ses tâches étaient objectivement nationales-révolutionnaires et anti-impérialistes (par rapport à la Grande-Bretagne et au Japon). Face à la gigantesque révolte des paysans et prolétaires chinois et au danger d'une direction prolétarienne du mouvement révolutionnaire des exploités, son rôle a été semblable à celui de défenseur de la bourgeoisie contre le prolétariat joué par les sociaux-démocrates allemands à la fin de la première guerre mondiale. Les possibilités réelles que le prolétariat chinois prenne la tête de la grande vague révolutionnaire en Chine constituaient un grave danger pour l'ordre bourgeois non seulement dans ce pays, mais dans le monde entier.

C'est la contre-révolution bourgeoise mondiale dont Tchang Kai-chek et le Kuomintang ont été l'instrument suprêmement efficace en Chine et l'Internationale communiste stalinisée sa direction influente sur le prolétariat

international, qui écrasera le mouvement prolétarien chinois: sa destruction sera aussi la destruction des potentialités révolutionnaires de cette formidable période historique.

«Les mêmes causes objectives, sociales et historiques qui déterminèrent l'issue d'Octobre dans la révolution russe - écrivait Trotsky dans son ouvrage «L'Internationale communiste après Lénine» - se présentent en Chine avec plus d'intransigeance encore, si c'est possible, qu'en Russie; car d'une part la bourgeoisie chinoise a directement partie liée avec l'impérialisme étranger et son appareil militaire, et d'autre part le prolétariat chinois a pris contact, dès le début avec l'Internationale communiste et l'Union soviétique. Numériquement, la paysannerie chinoise représente dans le pays une masse bien plus considérable que la paysannerie russe; mais serrée dans l'état des contradictions mondiales (de leur solution dans un sens ou dans l'autre dépend son destin), la paysannerie chinoise est encore plus incapable de jouer un rôle **dirigeant** que la paysannerie russe. Maintenant, ce n'est plus une prévision théorique, c'est un fait entièrement vérifié sous tous ses aspects» (1).

Bien qu'elle se soit manifestée à vingt ans de distance du 1905 russe et à dix ans de l'Octobre 17, la vague révolutionnaire chinoise de 1925-27 aurait pu ouvrir la voie à une reprise générale du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale, en raison des contradictions mondiales où étaient impliqués les grands impérialismes présents en Chine comme en raison de la formidable révolte sociale des prolétaires et des paysans

chinois. L'histoire ne se fait pas avec des si, mais il est absolument certain que la cause première de l'échec de la révolution chinoise en 1927 doit être imputée à l'Internationale communiste, à sa politique et à sa tactique. Rien des thèses sur la question nationale et coloniale définies au second congrès de l'IC de 1920 et au congrès de Bakou ne fut repris par les dirigeants de l'Internationale (Staline, Boukharine et leurs partisans); que ce soit du point de vue de l'organisation du parti communiste, **indépendamment** de toute autre organisation, du point de vue de l'analyse de la bourgeoisie chinoise et de ses intérêts de classe ou du point de vue de la perspective révolutionnaire spécifiquement prolétarienne.

Après avoir réduit à l'impuissance toute opposition à la politique stalinienne (défense des intérêts du capitalisme et de son Etat national en Russie derrière le mot d'ordre de «construction du socialisme dans un seul pays») et après avoir édifié un appareil bureaucratique obéissant servilement à cette nouvelle politique, l'Internationale ne pouvait que persévérer dans l'abandon de l'orientation marxiste correcte et, à l'occasion de chacun des grands problèmes qui se posaient au prolétariat international, trahir toujours plus profondément les traditions **de classe** que les prolétaires russes sous la direction du parti de Lénine avaient transmis au monde.

La collaboration avec le Kuomintang, le soutien à la politique du «bloc des quatre classes» (bourgeoisie, paysans, petite-bour-

(Suite en page 4)

Sans-papiers

(Suite de la page 1)

ses forces contre les capitalistes et leur Etat. L'opposition au **contrôle de l'immigration** par l'Etat bourgeois, l'opposition aux expulsions et aux harcèlements policiers, la lutte contre le véritable état d'exception auquel sont soumis ces travailleurs, est une **revendication de classe** bien plus qu'un souci humanitaire, charitable ou démocratique.

Mais c'est à vider la solidarité de tout sens de classe que s'emploient les organisations charitables, religieuses ou les partis de gauche (et leurs suivistes d'«extrême-gauche»). Lorsqu'ils étaient au gouvernement les partis de gauche ont **organisé la répression des sans-papiers** (il suffit de rappeler les lois Chevènement ou les charters d'Edith Cresson); ils n'ont rien fait pour améliorer la situation des travailleurs (immigrés ou français), trop occupés qu'ils étaient à **améliorer la situation du capitalisme!**

Pendant sa campagne électorale Ségolène Royal s'était opposée à la régularisation de tous les sans-papiers, acceptant donc de les laisser sous la domination complète des patrons et la menace des flics. Alors que certains de ses ténors soutiennent ouvertement l'essentiel de la politique sarkozyste sur l'immigration, le PS ne s'indigne aujourd'hui, avec des politiciens de droite, que sur la **méthode** envisagée pour entraver le regroupement familial (tests ADN)!

Quant au PCF, il préconise une «*mobilisation citoyenne*» et pas une **lutte des travailleurs**. C'est au nom des intérêts de la nation qu'il appelle à la mobilisation: «*Le gouvernement supprime cet outil d'intégration qu'était la carte de résident et invente, par voie législative, une nouvelle manière de fabriquer des sans-papiers. La conséquence de cette mesure est terrible, non seulement pour les personnes, mais surtout pour le pays!*» (communiqué du 9/2/2006); pour le PCF, les intérêts du pays, de l'économie nationale - c'est-à-dire du **capitalisme national**, priment ceux des «personnes», sans parler de ceux des **prolétaires** exploités par ce capitalisme: c'est pourquoi il n'a pas hésité ces derniers temps à faire appel aux CRS pour expulser des prolétaires immigrés sans logis (Aubervilliers, Montreuil), de même que les syndicats CGT, CFDT, FO avaient en avril dernier fait expulser des sans-papiers de la Bourse du Travail!

Ces réformistes sont des **adversaires** des prolétaires, français ou immigrés. Ils l'ont démontré non seulement au gouvernement, mais en dehors par leur **sabotage** systématique des luttes sociales.

La solidarité avec les travailleurs sans-papiers et leurs luttes, comme hier avec les jeunes révoltés des banlieues, ne peut se concrétiser que si elle s'organise et se mène en **complète indépendance** des ces organisations collaborationnistes.

Pour être efficace, la solidarité doit se placer sur le terrain de la **lutte réelle**, et non sur celui des pétitions, des «actions symboliques», des appels aux «personnalités», de la confiance dans les institutions de l'Etat bourgeois.

L'action et la solidarité ouvrières peuvent empêcher les expulsions et faire reculer le gouvernement, si elles sont organisées sur des bases de classe. Face aux attaques bourgeoises qui se succèdent sans interruption, le **retour à la lutte de classe** est une nécessité impérieuse.

Non aux rafles, non aux expulsions!
Régularisation de tous les sans-papiers!

Non à la criminalisation de l'aide aux sans-papiers!

Abrogation de toutes les entraves à la circulation des prolétaires et au regroupement familial!

Egalité des droits pour tous les travailleurs!

Non au contrôle de l'immigration!
Union de tous les prolétaires dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois!

Gouvernement et patronat sont à l'offensive POUR SE DÉFENDRE, IL FAUT ROMPRE AVEC LE COLLABORATIONNISME !

(Suite de la page 1)

fester sur le terrain. Démonstration de cette débilité à jouer le jeu de l'opposition, le «Collectif Riposte» fondé pour répliquer à la politique sarkozienne, regroupant PS, PCF, LCR, Chevènementistes et autres, n'a pu accoucher que d'une résolution critiquant la politique gouvernementale pour son «inefficacité» et appelant à... l'ouverture de véritables négociations! (2). De son côté, l'extrême gauche n'est encore que candidate au poste de force réformatrice de rechange.

Dans cette situation, le rôle de garde-fou des organisations syndicales collaborationnistes devient encore plus indispensable pour les capitalistes et Sarkozy n'a pas été avare de compliments à leur égard.

Elles ont encore l'année dernière donné la preuve de leurs capacités lors des luttes contre la loi dite d'«Egalité des chances». Ce sont les dirigeants syndicaux unis qui, collaborant avec Sarkozy et son équipe, ont pu sans trop de difficultés arrêter la lutte, faisant passer l'essentiel de la loi encontre-partie de l'abandon du CPE. En 2003 c'étaient ces mêmes dirigeants qui déjà avaient négocié avec Fillon l'accord sur les retraites.

Aujourd'hui ce sont les mêmes hommes, au gouvernement et à la tête des organisations syndicales, qui sont à la manœuvre et qui s'emploient à tout faire pour enrayer toute lutte sérieuse - la difficulté étant pour eux qu'il n'y a plus guère de «grain à moudre»: le gouvernement n'a plus grand chose à proposer dans le cadre d'une «négociation» pour faire passer la pilule.

On a assisté à une distribution des rôles: la CFDT proclamant que la réforme des régimes spéciaux est nécessaire pour éviter les sauver de la faillite, tandis que la CGT se disait opposée aux mesures gouvernementales tout en déclarant être ouverte aux négociations, les deux, rejoints par les syndicats minoritaires, affirmant le caractère indispensable de l'unité d'action syndicale. Les bonzeries syndicales ne pouvaient pas ne pas faire mine d'organiser une résistance aux projets gouvernementaux, à condition que ce ne soit pas le signal d'une lutte prolongée mais une soupape de sécurité pour évacuer la pression qui s'accumule.

C'est dans cette optique qu'a été organisée la journée d'action du 18 octobre, avec la

pleine compréhension des patrons (3). La CGT avait déclaré à l'avance que l'action devait se limiter à une seule journée; ses militants n'ont pas participé aux AG de reconduction de la grève, les dénonçant comme non-représentatives quand elles votaient la poursuite du mouvement.

La force du mouvement, dont témoignent la lenteur du retour au travail à la SNCF malgré l'action de la CGT et la prolongation de la grève à la RATP, a indiqué que les travailleurs étaient prêts à entrer en lutte pour se défendre. Il faudra donc sans doute que les syndicats organisent encore une de ces «journées d'action» pour éviter que le mécontentement ne devienne trop pressant. Mais la CGT a pu démontrer aux patrons et au gouvernement sa capacité à contrôler les travailleurs.

POUR LA RÉORGANISATION CLASSISTE DU PROLÉTARIAT !

Tant que les prolétaires laisseront les organisations collaborationnistes organiser et contrôler leurs luttes, les mouvements les plus puissants seront en définitive destinés à être émués, détournés et récupérés, même quand ils arrivent à troubler les plans bourgeois. Le spontanéisme, les exhortations à la lutte, au «tous ensemble», sont insuffisants à modifier cet état de fait.

Pour que leurs luttes soient efficaces, pour qu'elles ne soient pas trahies par les organisations de collaboration de classes, les travailleurs ont besoin de **s'organiser sur une base indépendante de classe**. C'est la condition indispensable pour disputer à ces organisations la direction de la lutte et la mener sur la base de la défense intégrale des intérêts prolétaires, indépendamment de l'intérêt de l'entreprise, de l'économie, de la nation, c'est-à-dire des intérêts capitalistes.

Mais l'organisation de classe, en rupture avec le collaborationnisme réformatrice indissolublement lié à la défense du capitalisme, implique également la **rupture avec l'extrême-gauche pseudo-révolutionnaire**. Indécrottablement réformatrice en dépit de ses discours combatifs, elle s'efforce en effet toujours de faire l'union avec le collaborationnisme pro-capitaliste. Comme d'habitude Lutte Ouvrière avait appelé à «participer massivement» à la grève du 18 octobre «pour amener les directions syndicales à élargir ces journées d'action et à prévoir

une suite, en appelant tous les travailleurs à agir ensemble» (4), vague appel à faire pression sur les directions syndicales (pour une action d'ensemble non définie: LO ne veut pas fâcher avec elles en parlant de **grève générale!**). De son côté le porte-parole de la LCR, Besancenot, prétendait sur Canal + le 18/10 que «le gouvernement vient de perdre la première manche puisqu'il voulait que les cheminots soient divisés» (un peu plus «radical» que LO, il disait espérer que la grève dure... un jour de plus!). Ce que le gouvernement et les patrons veulent en réalité, c'est que les cheminots et tous les prolétaires ne se «divisent» pas des appareils collaborationnistes!

Dans les mois qui viennent l'offensive bourgeoise ne pourra pas ne pas susciter des luttes ouvrières en France, comme elle en suscite et en suscitera dans d'autres pays. Au cours de ces luttes les prolétaires feront à nouveau l'expérience du rôle de sabotage des organisations collaborationnistes et de leurs laquais d'extrême-gauche.

Si des éléments d'avant-garde réussissent à en tirer non seulement la compréhension de la nécessité de la **rupture avec le réformisme collaborationnisme syndical et politique**, mais la volonté de commencer à travailler à la réorganisation classiste du prolétariat, ne serait-ce qu'à un niveau élémentaire, alors un pas important aura été accompli pour la reprise de la lutte de classe, pour l'émancipation enfin du prolétariat!

(1) Déclaration de Sarkozy au «Parisien», 20/6/2007

(2) Communiqué du premier octobre. La LCR s'est payée le luxe de refuser de signer ce communiqué.

(3) Le président de la CGPME (organisation patronale des petites et moyennes entreprises) affirmait: «Une journée, on peut l'accepter, mais je n'accepterai pas que cela continue comme en 2003 pendant 3 semaines» et le président de l'organisation patronale «Croissance plus» disait de la journée du 18: «c'est un baroud d'honneur». «Dans ces conditions, commentait le quotidien patronal «Les Echos», les organisations patronales comme le MEDEF et l'UPA évitent soigneusement de dénoncer trop vivement le mouvement de grève afin de ne pas mettre de l'huile sur le feu» - et de ne pas gêner la manœuvre de leurs valets syndicaux. cf «Les Echos», 18/10/2007.

(4) Editorial des bulletins d'entreprise de LO du premier octobre.

Pour riposter aux attaques capitalistes, une seule solution: la lutte de classe !

Depuis son entrée en fonction le gouvernement Sarkozy n'a cessé d'afficher avec un impudent cynisme qu'il n'était là que pour servir ses «amis» milliardaires: les capitalistes.

En même temps qu'il réduisait les impôts pour les plus riches, il refusait l'augmentation habituelle du SMIG au premier juillet. La première loi votée dans l'urgence pendant l'été a été celle de la **restriction du droit de grève** (instauration d'un «service minimum» dans le but d'affaiblir la force de la grève).

En même temps qu'il accélère la **chasse aux travailleurs «sans-papiers»** et les expulsions, qu'il multiplie les rafles policières avec les conséquences dramatiques que l'on sait (une travailleuse chinoise tuée, un enfant gravement blessé en essayant de fuir la police) et qu'il fait voter une énième loi anti-immigrés dans le but d'aggraver les divisions entre travailleurs français et étrangers en faisant de ces derniers des boucs-émissaires, il prépare une loi pour la «dépenalisation du droit des affaires» afin de garantir aux patrons (comme son «frère» Lagardère, le roi des médias, qui en tant qu'actionnaire principal d'EADS, s'est enrichi un peu plus encore sur le dos des travailleurs d'Airbus) une **impunité** de fait!

L'ATTAQUE CONTRE LES RÉGIMES SPÉCIAUX DE RETRAITE EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS !

Les attaques contre les travailleurs sont en cours ou en préparation dans tous les secteurs:

dans la Fonction publique où des milliers des suppression d'emploi sont prévus, une modification des contrats de travail est annoncée dans le but d'accroître l'exploitation des travailleurs alors que dans le privé c'est la fin des CDI et la généralisation de la précarité qui sont l'objectif.

Les franchises médicales qui viennent d'être instaurées ne sont qu'une toute première étape dans l'accroissement des **attaques contre les prolétaires malades**, à en croire les projets avancés par Sarkozy en marge de sa campagne électorale.

Enfin l'**attaque actuelle contre les régimes spéciaux de retraite** n'est qu'un premier pas dans l'attaque plus large **contre les retraites de tous les travailleurs**; en effet pour imposer à tous le passage à 42 annuités ou aller plus loin encore comme le réclame le MEDEF (avec en réalité pour but moins d'augmenter l'âge du départ en retraite que de diminuer les pensions), les capitalistes doivent d'abord imposer la disparition des régimes spéciaux et le passage des travailleurs concernés aux 40 annuités.

CE N'EST NI PAR LA NÉGOCIATION, NI AVEC UN SIMULACRE DE LUTTE QU'ON PEUT FAIRE ÉCHOUER LES «RÉFORMES» ANTIPROLÉTARIENNES, MAIS PAR LA LUTTE OUVERTE !

Malgré ces rododromes, le gouvernement **crain la lutte des travailleurs**: il n'a pas oublié qu'en 1995 les cheminots avaient fait

échouer par la grève illimitée une précédente attaque; et il n'a pas oublié les luttes plus récentes sur les retraites et contre le CPE.

C'est pourquoi il veut isoler la cible de son attaque, les travailleurs jouissant des régimes spéciaux, en les présentant comme des «privilegiés», et en différant les attaques contre le reste des travailleurs et les jeunes. Mais **les seuls privilégiés, ce sont les capitalistes** qui s'engraissent du travail des prolétaires (et qui se volent les uns les autres à la bourse)!

Contre les capitalistes, leurs politiciens et leur Etat, tous les prolétaires, quel que soit leur statut, quelle que soit leur nationalité, ont **les mêmes intérêts de classe** à défendre et la même exploitation à combattre. En entrant en lutte ils peuvent faire échouer toutes les attaques capitalistes, mais à condition que ce soit une lutte véritable et non un simulacre de lutte fait de journées d'action sans lendemain et de manifestations-procèsions: avec la grève ils disposent d'une arme qui peut paralyser l'économie et bloquer le fonctionnement du capitalisme.

Mais pour utiliser cette arme de façon efficace, pour lutter de façon réelle et imposer un rapport de forces, bref pour défendre véritablement leurs **intérêts de classe**, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Les partis de gauche ont démontré hier au gouvernement qu'ils étaient des **serviteurs empressés du capitalisme**; ils ne dénoncent aujourd'hui la politique de Sarkozy

Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne» (2)

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LA DÉMOCRATIE

Au printemps le gouvernement Chavez décida de ne pas renouveler la licence d'une chaîne de télévision d'opposition, la RCTV; propriété d'une importante famille bourgeoise vénézuélienne, la RCTV, à la différence du réseau appartenant au magnat Cisneros (1), n'avait pas cessé de s'opposer au gouvernement et de relayer les positions anti-chavistes de l'administration américaine.

Cette décision eut des conséquences que n'avaient pas prévues les autorités vénézuéliennes.

Au niveau international, sa condamnation par le gouvernement américain au nom de la «liberté d'opinion» fut relayée non seulement par des organisations comme «Reporters sans Frontières» (qui reçoit des financements de l'impérialisme US via sa tristement célèbre officine «National Endowment for Democracy») ou Amnesty International, non seulement par de nombreux médias (y compris dits «de gauche» comme «Libération» en France), mais aussi par les députés européens ou brésiliens (accusés par Chavez d'être des «laquais de l'impérialisme yankee», ce qui provoqua une mini-crise diplomatique avec le Brésil).

Dans le pays, la décision contre la RCTV le 27 mai provoqua dès le lendemain des manifestations étudiantes de protestation qui s'étendirent à tout le pays. Lancé au départ par les étudiants des universités privées (catholiques) et autonomes les plus prestigieuses avec le soutien de leurs professeurs et dirigeants, le mouvement allait durer jusqu'à l'été. Outre la défense de l'autonomie des universités, il était centré sur les revendications démocratiques typiques de ce genre de mouvement petit-bourgeois: contre la «polarisation», pour la liberté d'expression, la réconciliation nationale, le bien de la patrie, la démocratie, la paix (un des symboles du mouvement était les mains blanches). Placée entre les deux classes opposées dont le conflit menace de la broyer - la bourgeoisie et le prolétariat - la petite-bourgeoisie aspire à la paix sociale, à la réconciliation des intérêts de classe antagoniques au nom de l'«intérêt général», de l'intérêt suprême de la nation qui serait commun à tous. «Il ne faudrait pas partager cette conception bornée

(en continuité avec la politique de l'ex-Gauche plurielle, comme le démontre le flot de transfuges qui rejoignent ce dernier) que pour son «inefficacité» (!) et ils appellent à des «négociations véritables» (déclaration du «Comité Riposte» signée PS, PCF, etc., 1/10/07).

Les directions syndicales, qui dénoncent essentiellement la «méthode» du gouvernement, n'ont prévu qu'une journée d'action sans lendemain et sans autre perspective que la négociation avec le gouvernement et le patronat: comme lors des luttes sur le CPE ou sur les retraites, elles feront tout pour éviter l'apparition d'une lutte réelle, pour la maintenir dans des limites inoffensives si elle apparaîtrait, et pour finalement la faire échouer.

Les travailleurs d'Airbus ont montré ce printemps qu'il était possible de combattre le sabotage des organisations syndicales réformistes en prenant en main leur lutte, en s'organisant en comités de grève et coordinations entre usines. C'est cet exemple que les prolétaires doivent suivre: il faut rompre avec les orientations de collaboration de classes où les dits «partenaires sociaux» négocient la façon dont les travailleurs seront tondus.

Face aux attaques capitalistes il n'y a pas d'autre solution qu'au retour à la lutte véritable, aux moyens, aux méthodes et à l'organisation de la lutte de classe!

Pour la lutte solidaire de tous les travailleurs, français ou immigrés, du public ou du privé !

Non à la collaboration des classes! Non aux sacrifices au nom de la défense de l'économie nationale !

Retour à la lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat !

Octobre 2007

que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe, écrit Marx dans «Le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte». Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée». En se mobilisant pour la défense de la RCTV et la démocratie, les étudiants affirmaient vouloir «sauver le Venezuela» tout en précisant ne pas faire de politique: «Nous ne sommes pas des socialistes, nous sommes des être sociaux; nous ne sommes pas des néo-libéraux, nous sommes des êtres libres; nous ne faisons pas d'opposition, nous faisons des propositions!», etc., etc.

LE SOUTIEN AU MOUVEMENT PAR LE CCI

Avec la survenue des vacances le mouvement finit par s'éteindre de lui-même alors que le gouvernement avait réagi en dénonçant une opération organisée par «l'impérialisme américain» et en appelant au soutien de ses partisans et des prolétaires. Si les masses ne se sont guère mobilisées, les différents courants d'extrême gauche ont accouru soutenir Chavez. D'un point de vue prolétarien il n'y avait aucune raison de soutenir le gouvernement - et encore moins l'opposition de droite: il fallait défendre des positions indépendantes de classe. Cela n'a pas été la position du CCI qui n'a pas hésité à «saluer et soutenir» le mouvement étudiant, avec des arguments à faire dresser les cheveux sur la tête.

Selon cette organisation: «Le mouvement va plus loin que l'opposition à un gouvernement, il contient les germes d'une remise en question du système capitaliste d'exploitation, se plaçant ainsi de façon indiscutable dans la lutte des salariés, de la classe ouvrière. En raison des moyens et des méthodes qu'il s'est donné pour la lutte (assemblées, élections de délégués responsables devant celles-ci, appel au débat en dehors des universités, etc.), propres au prolétariat quand il lutte sur le terrain de la défense de ses intérêts, il existe dans ce mouvement, quoique bien sûr de façon minoritaire et inconsciente, des tendances qui expriment les intérêts des salariés, qui le poussent en avant» (2).

Le lecteur notera que pour le CCI ce sont uniquement les méthodes - et évidemment les méthodes démocratiques! - qui font de ce mouvement un mouvement de la classe ouvrière! C'est là une avancée théorique qui ouvre sans aucun doute de nouveaux horizons: par exemple, les assemblées d'actionnaires ne s'inscriraient-elles pas, de manière inconsciente bien sûr, dans la lutte de la classe ouvrière?

Le CCI essaye d'expliquer pourquoi ce mouvement se place selon lui dans la lutte de la classe ouvrière. Il affirme d'abord péremptoirement que «la majorité [des étudiants] appartient à des familles prolétariennes ou paupérisées par la crise»: en réalité au Venezuela comme ailleurs, et particulièrement dans les établissements privés, les enfants de prolétaires ne sont qu'une insignifiante minorité. Mais l'essentiel est que: «une bonne partie de ces jeunes qui protestent aujourd'hui dans la rue ont été les témoins des ravages causés dans leurs familles et dans la société par la polarisation politique par les dirigeants chavistes et de l'opposition dans leur lutte pour le pouvoir. Il sont été victimes de la division de la société [!] et d'un affaiblissement des liens de solidarité [?]; beaucoup d'entre eux et leurs parents ont été pris dans les filets de la polarisation politique jusqu'à devenir fanatiques d'une fraction ou d'une autre, en perdant toute perspective».

Sans doute le CCI est-il bien obligé de parler des «dangers» pour le mouvement des étudiants représentés par les illusions démocratiques (comme si les orientations démocratiques ne constituaient pas le fond même du mouvement) et par la «proximité» de celui-ci avec l'opposition de droite (comme si celui-ci n'avait pas représenté un appui inespéré pour cette dernière); mais ce ne sont que des réserves mentales qui ne l'empêchent pas de s'enthousiasmer:

«Le mouvement des étudiants que nous

saluons et que nous soutenons a eu le grand mérite d'essayer de rompre avec le cercle vicieux et néfaste de la polarisation, en proposant le dialogue à travers d'assemblées où on décide de quoi on discute et dans quelles conditions [Ah, voter pour décider pourquoi et sur quoi voter!]. C'est un gain pour les étudiants eux-mêmes, pour les salariés et pour la société dans son ensemble [!], étant donné que cela renforce les véritables liens de solidarité sociale [?]. (...) Ce mouvement aura de véritables fruits si les facteurs prolétaires qui existent en son sein réussissent à le rapprocher non seulement des quartiers populaires, mais surtout des salariés des usines et entreprises du privé et du public. Ce rapprochement ne doit pas être recherché au moyen des syndicats et des partis politiques, mais au moyen des assemblées où seraient invités les travailleurs de tous les secteurs et les chômeurs. Ainsi les travailleurs pourraient percevoir la veine prolétarienne qui existe dans le mouvement, ce qui impulserait à son tour la réflexion et, pourquoi pas, la lutte des travailleurs (...).»

Il ne s'agit pas ici d'un simple alignement sans principe sur un mouvement démocratique petit-bourgeois, mais bien d'une profession de foi petite-bourgeoise: qui d'autres que des petits-bourgeois peuvent en effet gémir sur le «fanatisme», la «polarisation politique» et surtout la «division de la société»? La société capitaliste est une société divisée en classes et n'en déplaie aux petits-bourgeois qui redoutent d'en être les victimes, cette division ne peut être niée ou surmontée par des bavardages démocratiques. Elle doit au contraire être reconnue et proclamée pour que les prolétaires puissent en tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire pour qu'un **polarisation politique effective, de classe**, fondée sur la **polarisation sociale fondamentale** puisse avoir lieu.

Prétendant qu'«aujourd'hui le Venezuela est à tous», le réformisme chaviste s'efforce de faire obstacle à cette polarisation en faisant croire aux prolétaires que leurs ennemis ne sont qu'une petite minorité de privilégiés soutenus par l'impérialisme américain. Les prolétaires doivent sans aucun doute sortir de l'impasse fatale que représente ce réformisme chaviste, mais certainement pas pour entamer «le dialogue et le débat sur les principaux problèmes sociaux qui frappent la société» (3) (dialoguer avec qui, d'ailleurs?!)

Ce dont ils ont besoin, ce n'est pas d'aller (qui plus est, non pas de manière organisée, mais individuellement) dans les assemblées étudiantes discuter des problèmes des petits-bourgeois, ni à l'inverse de courir prêter main-forte au gouvernement; mais de s'organiser entre eux pour la lutte, pour la défense de leurs seuls intérêts de classe contre les capitalistes et leur Etat, même repeints en rouge, que protège le chavisme. A la fausse alternative chavisme/antichavisme comme aux rêves brumeux de dialogue social et de renforcement de «la société dans son ensemble» (donc: toutes classes confondues), les prolétaires seront inévitablement poussés à répondre en prenant le chemin de l'affrontement réel: **classe contre classe**. Et ils verront que, ce jour-là, les petits-bourgeois démocrates et pacifistes et leurs représentants politiques seront aussi inévitablement de l'autre côté de la barricade.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LUTTE PROLÉTARIENNE

Une autre organisation, trotskyste celle-là, a pris elle aussi une position comparable: la «Ligue Internationale des Travailleurs». Déclarant, avec raison, que Chavez n'a jamais attaqué le capitalisme en 8 ans de pouvoir et qu'il s'est entendu avec les milieux bourgeois lors du coup d'Etat manqué, la LIT affirme qu'il faut défendre la démocratie et la liberté d'expression contre la mesure prise par son gouvernement (4). Pour cela elle s'appuie sur un article de Trotsky (bien qu'en réalité le fait que des instituts de sondage estimaient que de 60 à 85% de la population étaient hostiles à cette mesure, a sans aucun doute pesé beaucoup plus lourd dans sa prise de position!).

Dans cet article de 1938, Trotsky critique

« Il Comunista »

n° 105-106

Luglio-ottobre 2007

Nell'interno

- L'única alternativa storica: guerra capitalística mondiale o rivoluzione proletaria e comunista !
- Globalizzazione e crack finanziari, due fattori dello stesso processo di crisi del capitalismo
- Referendum sull'accordo sindacati-confindustria-governo: il solito modo per far passare accordi già sottoscritti sulla pelle dei proletari
- Una sola via d'uscita al calvario delle masse palestinesi: la lotta proletaria di classe!
- «Auschwitz o il grande alibi» indigesto a Lutte Ouvrière
- Il Partito Democratico, tentativo di unificare le forze di conservazione sociale borghese «di sinistra»
- Ma quali Pensioni?, sull'accordo del 23 luglio 2007 tra governo-sindacati tricolore-patronato
- Napoli: il SLL-per il sindacato di classe, deve superare le vecchie metodologie attraverso un'azione sincrona e concorde espressa da una piattaforma di lotta unitaria
- Operaio si uccide perché non riusciva a pagare il mutuo per la casa
- Infortunio mortale alla 3b di Salgareda (TV)
- Per difendersi ci vuole: lotta ad oltranza, sciopero immediato, allargare la lotta a tutti i posti di lavoro, manifestando in piazza contro lo sfruttamento e la morte sul lavoro, (nostro volantino)
- Rigettiamo l'accordo tra padroni-sindacati tricolore-governo riprendiamoci la lotta dura e intransigente! (nostro volantino)
- Iacorossi, volantino SLL: contro la casa integrazione, mobilitiamoci e lottiamo!

«el programa comunista»

N° 47 - Julio de 2007
EN ESTE NÚMERO

- Futuro del capitalismo: ¿Bienestar y prosperidad? No: Crisis económicas y miseria creciente del proletariado, cada vez y siempre más numeroso y oprimido en el mundo
- En defensa de la continuidad del programa comunista (8) / Tesis suplementarias sobre la tarea histórica, la acción y la estructura del partido comunista mundial (Milán, Abril 1966) / Tesis sobre la tarea histórica, la acción, y la estructura del partido comunista mundial, según las posiciones que desde hace más de medio siglo forman el patrimonio histórico de la Izquierda Comunista (Nápoles, Julio 1965)
- Contra la represión en Oaxaca: ¡lucha proletaria anticapitalista!
- Un terrible tsunami en el sudeste asiático provoca centenares de miles de víctimas / Todas las autoridades sabían perfectamente lo que estaba sucediendo, pero nadie actuará / Los 4 países más devastados por el tsunami del 26 de diciembre 2004
- Crónica Negra y catástrofes de la moderna decadencia social (Técnica descarriada e indolente gestión, parasitaria y rapaza)
- La emigración y la revolución mundial: ¡Por la unidad del proletariado internacional!
- Unión Sagrada para condenar las revueltas de los suburbios
- Palestina, el Líbano: ¡Sionismo asesino, imperialismos y Estados árabes cómplices!
- La misión de los cascos azules es puramente de guerra imperialista: ¡Ni un solo casco azul al Líbano!
- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (Fin)

Prix de l'exemplaire: Europe: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs ; Amérique latine: US\$ 1,5 ; Canada et USA: US\$ 3

(Suite en page 4)

Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne»

(Suite de la page 3)

une campagne des staliniens mexicains pour obtenir du gouvernement («progressiste») qu'il prenne des mesures contre la presse réactionnaire. Il écrit: «Un dirigeant de la classe ouvrière qui munit l'Etat bourgeois d'armes exceptionnelles de contrôle sur l'opinion publique en général et sur la presse en particulier est très précisément un traître. En dernière analyse, avec l'aggravation de la lutte des classes les bourgeois de toute nuance finiront par se mettre d'accord et dirigeront alors contre la classe ouvrière toutes les lois d'exception, tous les règlements restrictifs, toutes les espèces de "censure démocratique"» (5).

Tout cela est incontestable; de même qu'est incontestable la remarque de Trotsky qu'on ne peut faire une analogie entre les mesures répressives prises par une dictature du prolétariat et celles prises par un Etat bourgeois.

Mais par contre ce qui est très contestable, c'est quand, pour critiquer la bureaucratie stalinienne, il en vient à justifier la liberté de la presse sous la dictature du prolétariat: «(...) même du point de vue des intérêts de la dictature du prolétariat, l'interdiction des journaux bourgeois ou leur censure ne constituent pas le moins du monde un programme ou un principe ni un régime idéal. De telles mesures ne peuvent être qu'un mal inévitable et temporaire».

Selon Trotsky si ces mesures exceptionnelles employées contre la bourgeoisie deviennent durables, elles entraînent le risque de voir apparaître une bureaucratie qui peut devenir source de dégénérescence! «Les tâches réelles de l'Etat prolétarien consistent, non pas à museler par des moyens policiers l'opinion publique, mais à la libérer du joug du capital. (...) Une fois réalisée cette mesure socialiste fondamentale, tous les courants de l'opinion publique qui ne luttent pas les armes à la main contre la dictature du prolétariat doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement. L'Etat ouvrier a le devoir de mettre à leur disposition les moyens techniques nécessaires (...)».

On se frotte les yeux: *l'Etat ouvrier ayant le devoir de fournir à la bourgeoisie le moyen de s'exprimer librement, ce n'est plus du Trotsky, mais du Kautsky, du nom de ce renégat du socialisme qui combattait le pouvoir prolétarien la plume à la main, en même temps que,*

selon la loi de la division du travail, les soldats bourgeois le combattait l'arme à la main! Pour répondre, laissons la parole à... Trotsky.

Dans son «Terrorisme et communisme» qu'il avait écrit en 1920 contre Kautsky, il consacrait en effet tout un chapitre à réfuter les jérémiades libérales petite-bourgeoises de ce dernier sur le non respect de la liberté de la presse par les bolcheviks: «Notre tâche, écrit Trotsky, ne consiste pas à punir les "menteurs" et à encourager les "justes" de la presse de toutes les tendances, mais uniquement à étouffer le mensonge de classe de la bourgeoisie et à assurer le triomphe de la vérité de classe du prolétariat (...). **La presse n'est pas l'arme d'une société abstraite, mais de deux camps inconciliables, qui se combattent par les armes. Nous supprimons la presse de la contre-révolution comme nous détruisons ses positions fortifiées, ses communications, ses services d'espionnage**» (6), sachant aussi que les courants politiques prétendent socialistes et «ouvriers» comme les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires s'étaient rangés dans ce camp ennemi et devaient subir, de la part de la dictature prolétarienne, le même sort que les partis bourgeois déclarés.

La tâche historique du prolétariat est de détruire le capitalisme pour que puisse s'établir enfin une société sans classes, le communisme. Cette tâche ne peut s'accomplir sans une révolution violente qui renverse le pouvoir politique de la classe dominante, la bourgeoisie, et qui détruit son appareil de domination et de protection du capitalisme, l'Etat bourgeois, pour instaurer à sa place le pouvoir prolétarien. Mais même politiquement renversée par la victoire de la révolution, la bourgeoisie possède encore une puissance économique et sociale qui ne peut disparaître du jour au lendemain, tout simplement parce que le capitalisme ne peut être supprimé du jour au lendemain. Il faut toute une période, plus ou moins longue suivant les pays et suivant la victoire plus ou moins rapide de la révolution internationale, pour que l'économie puisse être progressivement réorganisée sur une base socialiste et que commencent à disparaître les classes sociales. Tant que cela n'a pas eu lieu, tant que le mode de production capitaliste n'a pas été extirpé, la classe bourgeoise qui lui correspond (et qui reçoit en outre de l'aide de la bourgeoisie

internationale) mène une lutte acharnée pour défendre sa position sociale et abattre le pouvoir prolétarien.

Pour vaincre celui-ci ne peut répondre en lui accordant démocratiquement la liberté de s'exprimer, mais en intervenant **despotiquement** dans l'économie, et tout aussi despotiquement sur le plan politique en la privant, elle et ses alliés, de tous leurs moyens de lutte et d'expression. En un mot, le pouvoir prolétarien ne peut être que la **dictature du prolétariat** - une dictature ouvertement affirmée.

Par contre les Etats bourgeois ne sont en réalité pas autre chose que la **dictature - dissimulée - de la bourgeoisie**. Même dans les Etats bourgeois les plus démocratiques, la liberté d'expression, la liberté de la presse n'existent en fait que pour ceux qui disposent de moyens suffisants pour avoir journaux, chaînes de radio et de télévision, c'est-à-dire pour les capitalistes, qui s'en servent pour façonner «l'opinion publique» selon leurs intérêts particuliers et de classe.

En s'attaquant à la RCTV le gouvernement a sans doute porté un coup à cette fraction des capitalistes qui alimentent l'opposition de droite - et ces derniers protestent parce qu'ils se voient dénier leur liberté d'expression. Mais que la RCTV émette ou non, ne changera rien ni à la domination réelle du capitalisme sur la société vénézuélienne, ni au droit d'expression **des prolétaires**. A ceux-ci, la réactionnaire RCTV n'a jamais donné la parole et Chavez, pas plus que les réformistes dans n'importe quel pays, n'envisage de remettre aux mains des travailleurs ne serait-ce que l'une des chaînes de télévision d'Etat. Tout révolutionnaire qu'il se prétende, Chavez n'hésitera pas à s'entendre demain avec les capitalistes de l'opposition comme il s'est déjà entendu avec les capitalistes les plus influents, les Cisneros et autres banquiers ou patrons, hier putschistes, et aujourd'hui soutiens du gouvernement.

Par contre vis-à-vis des prolétaires qui commencent à gêner les capitalistes, il use et usera de tous les moyens: des forces de répression traditionnelles (police, armée) qui n'ont changé en rien, aux bandes para-légales, comme les Tupamaros, ce groupe d'origine maoïste qui ces derniers temps s'est livré à diverses exactions et même des meurtres pour le compte du régime.

Leur liberté d'expression et surtout leur **liberté d'action**, les prolétaires ne doivent l'attendre d'aucune loi bourgeoise; ils ne peuvent l'obtenir ni d'une alliance avec les couches petites-bourgeoises ni du soutien au gou-

vernement chaviste et à l'Etat bourgeois. Ce n'est pas un **droit** qui peut leur être garanti par une loi ou une constitution, mais une **conquête**, toujours menacée, qu'ils ne peuvent arracher et maintenir que par leur lutte et leur organisation de classe.

Cela impose aux prolétaires d'avant-garde une tâche immédiate très précise: travailler à jeter les bases de cette organisation de classe, à commencer par les organisations pour la lutte économique et de défense immédiate jusqu'à l'organisation politique, le **parti révolutionnaire de classe**, anti-démocratique et anti-légaliste, anti-pacifiste et anti-patriote, internationaliste et international, chargé de centraliser et diriger la lutte prolétarienne contre le capitalisme.

(A suivre)

(1) La RCTV, la chaîne de télé la plus populaire, appartient à Marcel Granier, apparenté à Cisneros (le monde capitaliste vénézuélien est petit! Mais, paraît-il, les deux hommes ne se parlent plus). Granier accuse Cisneros de soutenir la fermeture de la RCTV parce que cela bénéficiera à sa propre chaîne, *Venevision*, qui en est la principale concurrente. cf «El Nuevo Herald», 8/7/2007.

(2) cf «Accion Proletaria» n°196, juillet-septembre 2007 ou, en anglais et espagnol sur le site internet du CCI: internationalism.org.

(3) Ces principaux problèmes sociaux sont, selon cet article: «le chômage, l'insécurité, etc.». L'exploitation capitaliste des prolétaires et les moyens de lutter contre elle doivent sans doute se cacher dans cet «etc!» Blague à part, les étudiants entendent discuter de **leurs** problèmes, d'emploi et autres, et évidemment pas de ceux des prolétaires.

(4) Déclaration du 19/6/2007, Sao Paulo. www.gsi-litqi.org/declarcom/an-2007/D-LITQI-20070620-rct. La LIT est une organisation dite «moreniste» (Moreno était un trotskyste argentin) dont la principale organisation se trouve au Brésil. Au Venezuela ses partisans sont membres du PRS, une organisation d'extrême gauche où se trouvent de nombreux trotskystes et qui a fait campagne pour Chavez aux dernières élections.

(5) «La liberté de la presse et la classe ouvrière» (21 août 1938). cf Trotsky, Oeuvres, tome 18.

(6) cf «Terrorisme et communisme», Editions Prométhée p. 71.

Chine 1927: La contre-révolution stalinienne fait massacrer les prolétaires chinois

(Suite de la page 1)

geoisie urbaine, classe ouvrière), et enfin l'adhésion du jeune parti communiste au Kuomintang ont été les étapes décisives pour empêcher que le mouvement révolutionnaire du prolétariat industriel des villes se mette à la tête des masses paysannes des campagnes, faisant sauter l'ordre impérialiste en Extrême Orient et remettant aussi en cause la perspective stalinienne d'édification du capitalisme national en Russie.

Accomplissant une volte-face complète, l'Internationale créée pour diriger le mouvement ouvrier mondial par des orientations adaptées aux pays de capitalisme avancé comme à ceux où se posait encore le problème de s'émanciper du colonialisme et d'abattre les anciens régimes prébourgeois, devenait dans la question chinoise l'agent de la contre-révolution à travers une série de trahisons qui ne pouvaient conduire qu'au désastre.

Faire passer le Kuomintang pour un parti sans doute bourgeois, mais capable de lutter en général contre l'impérialisme, servait à justifier l'appui que l'Internationale lui donnait et la fusion du parti communiste chinois (PCC) avec lui.

Après avoir cité comment le représentant du PCC au VIIe plenum du comité exécutif de l'Internationale (fin 1926) décrivait la politique du Kuomintang: «Dans le domaine de la politique internationale, il a une attitude passive, au plein sens du terme (...). Il est enclin à ne lutter que contre l'impérialisme anglais; quant aux impérialistes japonais, il est prêt dans

certaines conditions à admettre un compromis avec eux», Trotsky soulignait justement que:

«L'attitude du Kuomintang envers l'impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire mais toute de collaboration; le Kuomintang cherchait à battre les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses». Un peu plus loin, il écrit:

«La bourgeoisie chinoise est suffisamment réaliste et connaît d'assez près la figure de l'impérialisme mondial pour comprendre qu'une lutte réellement sérieuse contre lui exige une pression si forte des masses révolutionnaires que dès le début, c'est la bourgeoisie elle-même qui sera menacée. Si la lutte contre la dynastie mandchoue fut une tâche de moindre envergure historique que le renversement du tsarisme, en revanche, la lutte contre l'impérialisme mondial est historiquement un problème plus vaste. Et si, dès nos premiers pas, nous avons appris aux ouvriers de Russie à ne pas croire que le libéralisme soit disposé à culbuter le tsarisme et abolir le féodalisme et que la démocratie petite-bourgeoise en soit capable, nous aurions dû, de la même façon, inoculer, dès le début, ce sentiment de méfiance aux ouvriers chinois.

Au fond, la nouvelle théorie de Staline-Boukharine, si totalement fautive, sur l'«immanence» de l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie coloniale n'est que du menchévisme traduit dans le langage de la politique chinoise; elle sert simplement à faire de la situation opprimée de la Chine une prime po-

litique au profit de la bourgeoisie chinoise; elle jette sur le plateau de la balance, du côté de la bourgeoisie chinoise, un supplément de poids au détriment du prolétariat chinois doublement opprimé» (2).

Pourtant l'Internationale disposait non seulement des positions fondamentales inscrites dans ses thèses mais aussi de directives sans équivoques, comme il est facile de le constater en lisant les textes de son second congrès. Par exemple les «Thèses supplémentaires sur les questions nationale et coloniale» affirment en leur point 6:

«L'impérialisme étranger imposé par la force aux peuples orientaux, a freiné leur développement social et économique, les empêchant d'atteindre le niveau de développement de l'Europe et de l'Amérique. A cause de la politique impérialiste dont le but est d'entraver le développement industriel des colonies, le prolétariat indigène proprement dit n'a commencé à exister que récemment.

L'industrie domestique locale éparpillée a cédé la place à l'industrie centralisée des pays impérialistes: l'immense majorité de la population est en conséquence contrainte à se consacrer à l'agriculture et à la production de matières premières pour l'exportation. D'autre part on assiste à une concentration toujours plus rapide et prononcée de la terre entre les mains des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et de l'Etat, ce qui a conduit à son tour à accroître le nombre de paysans sans terre. La grande masse de la population de ces colonies vit en conséquence dans un état d'oppression. (...) La domination étrangère freine

en permanence le libre développement de la vie sociale; c'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution. Par conséquent appuyer la lutte pour la destruction de la domination étrangère dans les colonies ne signifie pas soutenir les aspirations nationales de la bourgeoisie indigène, mais ouvrir au prolétariat des colonies la voie de son émancipation».

Et dans le point 11 des Thèses, après une série de directives tactiques, on peut lire au paragraphe 5:

«Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites dans les pays arriérés par les mouvements de libération pour se dire communistes alors qu'en réalité ils ne le sont pas. L'Internationale communiste doit appuyer les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés dans le seul but de réunir les éléments des futurs partis prolétaires - communistes en fait et non seulement en nom - dans tous les pays arriérés, de leur faire prendre conscience de leurs tâches particulières, qui consistent à lutter contre la tendance démocratique bourgeoise dans leur pays.

L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et même former une alliance avec le mouvement révolutionnaire des colonies et des pays arriérés, mais elle ne peut fusionner avec eux; au contraire elle doit absolument défendre et maintenir le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même s'il n'existe que sous une forme embryonnaire» (3).

Difficile d'être plus clair!

Mais, à l'inverse, le stalinisme sacrifia l'indépendance du parti sous prétexte de ne pas effrayer la bourgeoisie et de ne pas la détourner de ses objectifs révolutionnaires; et il le put en utilisant à ses fins le poids énorme sur les prolétaires et les mouvements de libération des colonies que la victoire de la révolution russe avait conféré à l'Internationale. Trotsky rap-

pellera que «le marxisme a toujours enseigné que les conséquences révolutionnaires de certains actes que la bourgeoisie est obligée d'accomplir en raison de sa situation, seront d'autant plus décisives, incontestables et durables que l'avant-garde prolétarienne sera plus indépendante par rapport à la bourgeoisie et moins encline à se laisser prendre les doigts dans l'engrenage de la bourgeoisie, à l'embellir, à surestimer son esprit révolutionnaire et son aptitude à établir le "front unique" et à lutter contre l'impérialisme» (3). L'opportunisme, antiprolétarien même quand il se dit communiste, socialiste ou révolutionnaire, appelle, lui, toujours et partout, le prolétariat à ne pas suivre une politique autonome, à ne pas s'organiser de façon indépendante, à ne pas défendre ses intérêts de classe, à se fondre dans un front «populaire», pour maintenir «l'unité» contre l'impérialisme ou la réaction. La tragique expérience chinoise a démontré de manière irréfutable que c'est là la voie assurée de l'écrasement du prolétariat.

En obligeant, reniant ses thèses originelles, le PCC à se fondre dans le parti de la bourgeoisie qu'était le Kuomintang, l'Internationale stalinisée l'empêchait de jouer son rôle de direction révolutionnaire autonome du prolétariat, empêchait l'indépendance de classe de celui-ci et le paralysait en l'emprisonnant dans une alliance populaire interclassiste qui signifiait en fait remettre son sort entre les mains de la bourgeoisie.

* * *

Constitué en 1920 avec 57 adhérents, le PCC avait rapidement conquis une notable influence sur les masses prolétariennes; en dépit de ses effectifs réduits (un millier en avril 1925, 10 000 à la fin de l'année, près de 60 000 au début de 1927), il avait conquis une influence déterminante sur le mouvement de masse et il dirigeait en particulier les syndicats en essor rapide dans tout le pays. Dès 1922 le mouvement prolétarien et paysan prenait de gigantesques proportions; non seulement il était fortement imprégné de l'influence du PCC, mais il était en outre farouchement hostile au Kuomintang dans lequel il voyait avec raison l'organisation de la bourgeoisie haïe. En mai 1922 se tint le premier congrès des syndicats chinois qui réunissaient alors 200 000 adhérents. Le premier mai 1925 le syndicat pan-chinois en comptait 570 000; 10 000 ouvriers défilèrent à Shanghai, alors la capitale économique et industrielle de la Chine, et 200 000 à Canton. Le mouvement paysan se développait lui aussi rapidement grâce à la constitution des «Unions» paysannes qui dès 1923 se heurtaient violemment dans le Kwantoung (province de Canton) aux propriétaires terriens et à l'armée. Entre-temps l'Internationale avait contraint le jeune PCC à adhérer au Kuomintang, en dépit de son opposition initiale.

Le mouvement prolétarien va culminer dans la grève générale déclenchée le 30 mai 1925 à Shanghai, à la suite de la répression sanglante d'une manifestation d'ouvriers et d'étudiants. La grève s'étendit à Canton et à Pékin jusqu'à toucher 400 000 ouvriers. Le 23 juin la répression d'une manifestation d'ouvriers et d'étudiants par les soldats anglais à Canton fait 52 morts. La riposte est immédiate: la grève générale est déclenchée à Canton et Hong-Kong. 100 000 ouvriers de Hong Kong accourent à Canton pour y renforcer les 200 000 grévistes. Des piquets de grève dans tous les ports du Kwantoung rendent effectif le boycott des marchandises étrangères (anglaises surtout), paralysant complètement le commerce britannique avec l'extrême orient. Sur la base de ce puissant mouvement, le Kuomintang chasse les autorités fantoches aux ordres de l'impérialiste et instaure son pouvoir dans toute la province - avec la bénédiction du PCC et de l'Internationale qui décrira dès lors Canton comme «le centre de la révolution chinoise». Son gouvernement renverra aux calendes les promesses de réforme agraire, s'emploiera à mettre une sourdine aux revendications ouvrières et à faire se terminer la grève sous le prétexte qu'il faut «d'abord chasser les impérialistes et unifier le pays». Avec le soutien enthousiaste du PCC et l'appui soviétique, il va ainsi se lancer dans la préparation d'une campagne militaire contre les seigneurs de la guerre du Nord liés aux différents impérialismes.

Mais le 20 mars 1926, sous un faux prétexte c'est contre les organisations ouvrières de

Canton que Tchang Kai-chek, commandant en chef de la jeune armée, porte ses coups: les sièges des syndicats sont dévastés, leurs chefs arrêtés (les dirigeants communistes et les conseillers russes subissent le même sort); en quelques heures les ouvriers ont été désarmés, leurs organisations détruites, Tchang a tout le pouvoir entre ses mains, sans que le PCC et les ouvriers aient pu réagir. Il ne s'agit pourtant que d'une répétition générale; Tchang s'excuse pour le «malentendu» tandis que de son côté le PCC capitule complètement, acceptant d'abandonner toute critique envers les positions officielles, de donner la liste de ses militants inscrits au Kuomintang, etc. Cependant cette capitulation politique ne pouvait pas ne pas susciter des résistances au sein du parti et en juin 1926 le Comité central du PCC propose de retrouver son indépendance et d'abandonner la politique de soumission complète au Kuomintang pour une politique d'alliance avec celui-ci sur un pied d'égalité. Ce n'était donc pas le retour à une véritable indépendance de classe qui était proposé; mais c'était encore trop pour la direction de l'Internationale qui refusa (et elle refusa même que le PCC organise des fractions de gauche dans le Kuomintang). La politique de l'Internationale était définie de manière expressive par son envoyé Borodine, qui était conseiller de Tchang: «dans la présente période les communistes doivent faire un travail de coolies [manoeuvres] pour le Kuomintang!» Le PCC fut donc contraint de continuer «dans la présente période» à travailler au service de la bourgeoisie nationaliste. Les conséquences ne se firent guère attendre.

En juillet 1926, quelques jours après le début de l'expédition du nord, c'est-à-dire après le départ de Canton des régiments où les communistes avaient une certaine influence, des bandes de nervis et de gangsters recrutés dans toute la région furent lancés contre les organisations ouvrières; après six jours d'affrontements au cours desquels une cinquantaine d'ouvriers furent tués, les autorités se manifestèrent pour «rétablir l'ordre», c'est-à-dire l'ordre des capitalistes: les ouvriers furent désarmés, il leur fut interdit de manifester, l'arbitrage obligatoire fut instauré pour prévenir les grèves, etc.. Les acquis sociaux des prolétaires conquis au cours des années précédentes, battus en brèche, avant qu'une véritable loi martiale interdisant les grèves soit imposée en décembre. Cela n'empêcha pas l'Internationale de déclarer, fin 1926, le Kuomintang «parti sympathisant»...

LES MASSACRES DE SHANGHAI

Il était donc compréhensible que lorsque l'armée nationaliste du Kuomintang dirigée par Tchang arriva à proximité de Shanghai, le PCC fit tous ses efforts pour faciliter sa victoire. Le 19 février le conseil des syndicats déclencha une grève générale, suivie par 350 000 travailleurs, que le PCC hésitait à transformer en insurrection. En dépit de cette indécision, pendant plusieurs jours les ouvriers tinrent tête à la répression des militaires locaux, alors que les troupes du Kuomintang restaient inactives à quelques dizaines de kilomètres à peine.

Le 21 mars une nouvelle grève générale fut déclenchée, mais cette fois avec des plans précis d'insurrection; au bout de quelques jours de combat, les ouvriers qui n'avaient pas été mis à genoux par la répression, prenaient le pouvoir, alors que l'armée nationaliste, dans la banlieue de la ville n'avait pas bougé.

Etant donné l'importance de Shanghai dans la vie économique chinoise, un pouvoir prolétarien dans cette ville aurait automatiquement signifié qu'une direction anticapitaliste était donné à la révolution chinoise qui aurait trouvé là un nouvel essor formidable. Au contraire les ouvriers et le PCC qui avaient le pouvoir le cédèrent immédiatement à Tchang Kai-chek, accueilli dans la ville comme le chef incontesté de la révolution. Le PCC se soumit au Kuomintang, et avec d'autant plus d'empressement que circulait les rumeurs d'attaque contre les ouvriers. Respectant les consignes formelles de l'Internationale, il désarma les piquets ouvriers pour ne pas risquer un affrontement. Tchang qui avait aussitôt prit contact avec les cercles capitalistes de la ville, commença par remplacer les communistes à tous les postes de direction importants par des fidèles; puis il éloigna les soldats influencés par les ouvriers (4), décréta que les piquets syndicaux devaient passer sous contrôle de son armée, avant de

passer à la répression ouverte.

Le 12 avril 1927 à 4 heures du matin, des détachements de l'armée du Kuomintang, aidés par des bandes recrutés parmi la pègre locale attaquèrent les sièges des organisations ouvrières, massacrant tous ceux qui s'y trouvaient; en dépit d'une résistance improvisée des centaines de prolétaires furent massacrés, les dirigeants communistes tués ou contraints à se cacher. Le lendemain, le Conseil général des syndicats, dispersé et traqué, appelait à la grève générale. Malgré la terrible situation 100 000 ouvriers répondirent à l'appel; une manifestation pacifique (!) fut organisée pour aller protester auprès du quartier général: sa répression à la mitrailleuse fit près de 300 morts.

Les impérialistes aidèrent à la répression du mieux qu'ils purent; les autorités françaises en particulier se placèrent dans les premiers rangs grâce à leurs forces de police, dirigées par l'un des chefs des gangsters de Shanghai, qui multiplièrent perquisitions et arrestations pour alimenter les tribunaux militaires d'exception qui prononcèrent des milliers de condamnations à mort au cours des mois suivants.

Après les massacres et l'instauration de la terreur blanche à Shanghai, l'Internationale reporta ses espoirs sur la fraction du Kuomintang qui dans la Chine centrale dirigeait Wuhan et sa province. Wuhan fut décrété le 21 avril par Staline le nouveau «centre la révolution» chinoise et le PCC fut enjoint de poursuivre avec ce «Kuomintang de gauche» la même politique de collaboration servile qui avait abouti au désastre de Shanghai. Deux ministres communistes entrèrent au gouvernement de Wuhan: au ministère du travail et à celui de l'agriculture. Pour maintenir l'unité dans le Kuomintang, l'action essentielle des communistes dans comme hors du gouvernement consistait à calmer le mécontentement ouvrier et à combattre les «excès» du mouvement paysan qui s'attaquait régulièrement aux propriétaires fonciers (5).

A la mi-juin la répression commençait dans le pseudo «centre révolutionnaire», la terreur blanche contre les paysans s'intensifiait dans toute la région, mais le Ve Congrès du PCC réaffirmait, sous l'influence des représentants de l'IC, qu'il poursuivrait sa funeste politique de suivisme vis-à-vis du Kuomintang: «à l'étape actuelle de la révolution, les relations entre le Parti communiste et le Kuomintang deviennent plus proches qu'elles ne l'ont jamais été. Le retrait de la bourgeoisie [allusion aux massacres de Shanghai!] a transformé le Kuomintang en un bloc révolutionnaire des trois classes opprimées: le prolétariat, la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine, et le moteur de ce bloc est le prolétariat».

Devant l'attitude de plus en plus menaçante de ce soi-disant «bloc révolutionnaire», le PCC s'aplatissait toujours davantage. Le 20 juin il publiait une mise au point complémentaire où l'on pouvait lire, entre autres: «Les organisations de masse ouvrières et paysannes doivent accepter la direction et le contrôle du Kuomintang. Les revendications du mouvement de masse ouvrier et paysan devront être en harmonie avec les résolutions des congrès du Kuomintang, les décisions du Comité exécutif central et les décrets et lois du gouvernement. (...) Les groupes armés d'ouvriers et de paysans doivent être contrôlés par le gouvernement. Afin d'éviter toute agitation politique, les piquets armés qui existent actuellement à Wuhan seront réduits ou incorporés dans l'armée. (...) Les exigences économiques des employés de commerce ne devront pas excéder les capacités économiques des commerçants et des patrons de magasins. Les syndicats ne devront pas intervenir dans le droit des patrons de magasin à embaucher et à renvoyer. Les syndicats ne devront pas s'en prendre aux commerçants, ni les arrêter, ni leur infliger des amendes ou les coiffer de bonnets d'ânes, etc.» (6)

Rien n'y fit; 15 jours plus tard le Conseil du Kuomintang décrétait la purge des communistes dans ces rangs, attaquait à main armée les sièges des syndicats maintenant désarmés, se réconciliait avec Tchang Kai-chek tandis que les dirigeants communistes et les conseillers soviétiques s'enfuyaient...

La décapitation du mouvement révolutionnaire (des sources partielles donnent le chiffre de 25.000 prolétaires, communistes et responsables ouvriers et paysans exécutés dans tout le pays lors de la vague contre-révolutionnaire de cette première moitié de 1927) et la destruction

des organisations ouvrières et paysannes ne furent pas les seuls résultats obtenus par la bourgeoisie chinoise et l'impérialisme. La politique de soumission au Kuomintang suivie pendant tant d'années par le PCC lui aliéna le soutien des masses qui se sentaient trahies par leurs propres chefs; les paysans désertaient leurs organisations, les ouvriers ne se mobilisaient même plus pour défendre leurs intérêts immédiats et abandonnaient le PCC. A la destruction physique du mouvement s'ajoutait la démoralisation des masses à l'égard des communistes. Le mouvement révolutionnaire était brisé. Après avoir rejeté la responsabilité de la catastrophe sur les dirigeants du PCC qui n'avaient pourtant fait qu'appliquer ses directives, c'est pourtant à ce moment que l'Internationale stalinienne donna aux communistes chinois l'ordre de se soulever en «reprenant le drapeau du Kuomintang de gauche» pour réaliser la perspective de la «dictature démocratique des ouvriers et des paysans»: ce furent les révoltes de la «moisson d'automne», essentiellement à la campagne, qui échouèrent toutes. A Wuhan et d'autres villes les communistes essayèrent sans grand succès de soulever le prolétariat, mais en général ils n'avaient même plus la force d'organiser des grèves, les syndicats ayant été détruits ou «réorganisés» comme structures antiprolétariennes. Ces insurrections ne pouvaient avoir d'autres résultats que de conduire au massacre des militants et des prolétaires qui y participaient.

LA COMMUNE DE CANTON

A Canton le PCC organisa une insurrection le 10 décembre 1927, en comptant profiter d'un différend entre plusieurs généraux. Les combattants étaient peu nombreux et très mal armés et la masse ouvrière resta spectatrice: reconnaissant que la majorité du prolétariat ne prit pas part à l'insurrection, les responsables communistes affirmèrent par la suite qu'ils avaient cependant avec eux 20 000 ouvriers. Mais un an auparavant, quand l'Internationale prêchait l'attentisme et la soumission au Kuomintang, le conseil communiste des délégués ouvriers pouvait compter sur une base de près de deux cent mille travailleurs!

Dès le 11 décembre, les insurgés au nouveau cri de «à bas le Kuomintang!» avaient réussi à se rendre maîtres d'une partie de la ville et ils avaient libéré plus d'un millier de prisonniers politiques. Ils proclamèrent la Commune, installèrent un soviet provisoire et diffusèrent un programme dont le radicalisme tranchait avec les revendications antérieures du PCC: augmentation générale des salaires, prise en charge des chômeurs par l'Etat, contrôle de la production par des comités d'usine, nationalisation de la grande industrie des transports et des banques, nationalisation de la terre, extermination des propriétaires terriens, abolition des dettes envers les usuriers, confiscation de tous les appartements de la grande bourgeoisie et de tous ses biens au profit des travailleurs, etc. Comme le commentait Trotsky, bien que Canton ait un caractère nettement plus petit-bourgeois que Shanghai et d'autres centres industriels du pays, l'insurrection révolutionnaire «réalisée contre le Kuomintang, a automatiquement abouti à la dictature du prolétariat; dès ses premiers pas, en raison de la situation d'ensemble, celle-ci a dû appliquer des mesures plus radicales que celles qui furent prises au début de la révolution d'Octobre», alors que toute les perspectives de l'Internationale n'allaient pas au delà d'une «dictature démocratique des ouvriers et des paysans» sous direction du Kuomintang.

Mais les mêmes mots d'ordre qui à peine quelques mois plus tôt auraient pu mobiliser des centaines de milliers de prolétaires, tombaient maintenant à plat car le mouvement avait déjà été brisé. L'absence de fermentation révolutionnaire était telle que les communistes n'avaient même pas osé lancer un ordre de grève générale! L'instauration du gouvernement provisoire ne suffit pas à rallier tous les prolétaires. Les cheminots et les bateliers de Canton transportèrent sans broncher les troupes qui allaient écraser l'insurrection. Le soir du 13 décembre celle-ci était brisée et une atroce répression se déclençait: les prolétaires furent fusillés, brûlés vifs, décapités par milliers (le nombre de morts a été estimé à 5700).

Avec la défaite de Canton, c'est toute une

(Suite en page 6)

Chine 1927

(Suite de la page 5)

période révolutionnaire qui se termine pour le prolétariat chinois. Selon ses propres estimations, le PCC qui au printemps 1927 était composé à 63,8% d'ouvriers, en comptait moins de 15% l'année suivante et il n'avait «pas la moindre cellule saine dans le prolétariat industriel»: les ouvriers l'avaient quitté par milliers, et ils ne devaient plus jamais regagner ses rangs; se réfugiant dans les campagnes, se fixant l'objectif politique d'être «le vrai Kuomintang», ce qui restait du parti communiste chinois cessait définitivement d'être une organisation prolétarienne.

La classe prolétarienne qui s'était mise en marche à partir de 1920 avait, avec la masses des paysans pauvres, animé un mouvement révolutionnaire d'une importance gigantesque; un mouvement qui sous la direction du Parti communiste aurait pu battre à la fois l'impérialisme mondial et la bourgeoisie chinoise et instaurer en Chine la dictature du prolétariat.

Mais ce mouvement magnifique n'atteint pas cet objectif - qui aurait signifié la reprise du mouvement prolétarien à l'échelle mondiale - parce que sa force avait été mise au service de la bourgeoisie chinoise par une Internationale liée à un Etat russe désormais tout entier occupé à développer son capitalisme national.

Après la défaite du mouvement révolutionnaire, la fragmentation de la Chine devint encore plus grande, le Kuomintang de Tchang Kai-chek étant incapable d'imposer sa loi aux diverses cliques militaires des «seigneurs de la guerre» qui se taillaient leur fief propre, souvent avec l'appui de tel ou tel impérialisme - démonstration de l'incapacité de la bourgeoisie chinoise à réaliser sa propre révolution. Dans certaines campagnes éloignées, le PCC constituait une prétendue «Chine communiste» où existaient «en même temps que les formes rudimentaires de l'économie primitive, la nécessité d'une exploitation des masses encore plus intense que celle en vigueur dans les autres régions».

A propos du bilan des défaites de Shanghai et Canton, «notre courant soutenait que si la situation non-révolutionnaire ne permet pas d'avancer le mot d'ordre fondamental de la dictature du prolétariat, si donc la question du pouvoir ne se pose pas de façon immédiate, cela n'est pas une raison pour réviser le programme du parti; il doit au contraire être réaffirmé intégralement sur le plan théorique et de la propagande, tandis que la retraite ne peut s'effectuer que sur la base des revendications immédiates des masses et de leurs organisations de classe correspondantes» (7).

Comme l'écrivit Trotsky «les leçons de 1848, 1871, 1905, 1917, les leçons du parti communiste russe Russie et de la fondation de l'Internationale Communiste» étaient perdues. Le mouvement prolétarien était rejeté des décennies en arrière. Nos thèses sur la question chinoise poursuivaient: «Et de fait, dans les grandes batailles de la révolution chinoise entre 1924 et 1927, ce n'est pas le sort d'une Chine «indépendante, riche et puissante» qui fut compromis pour de nombreuses années, mais celui de **tout le mouvement ouvrier dans les colonies pour une période historique infiniment plus longue et plus douloureuse**» (8).

Le sort du mouvement ouvrier dans les colonies a été si compromis qu'aujourd'hui encore la perspective d'une reprise de classe le moins du monde comparable à celle qui annonça les grandes luttes du prolétariat russe en 1905-1917 ou du prolétariat chinois en 1924-1927 est tout sauf proche. Cela ne décourage pas les marxistes parce qu'ils savent que l'extension et le développement du capitalisme accumulent de manière gigantesque les contradictions sociales et sur une surface beaucoup plus large qu'au début du siècle dernier. Le prolétariat, **la masse des sans-réserves**, s'agrandit toujours plus en englobant les masses paysannes ruinées par le capitalisme aux quatre coins de la planète. Le magma social bout dans les entrailles du volcan capitaliste et sa formidable explosion est inscrite dans l'histoire.

Il revient aux marxistes de consacrer patiemment leurs forces et leurs énergies à la formation du **parti de classe** en s'appuyant

sur les leçons très chèrement payées des révolutions et des contre-révolutions; aux prolétaires d'Amérique, d'Europe, de Chine et d'ailleurs il reviendra de revenir sur le terrain de la lutte de classe, en commençant par la simple mais **indispensable** lutte de défense économique et immédiate.

(1) cf Trotsky, «L'Internationale Communiste après Lénine», P.U.F., Vol. 2, p. 308-309.

(2) Ibidem, p. 297.

(3) «Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale» (présentées par Roy au IIe Congrès de l'Internationale Communiste), Point 6. Reprint Maspero des Quatre premiers Congrès, p. 60, corrigé par nous. Cette traduction, médiocre, comporte des contresens: par exemple elle dit qu'il n'existe pas de classe prolétarienne dans les pays colonisés!

(4) Le 31 mars, selon Chen Du Xiu, alors le dirigeant du PCC: «L'Internationale nous télégraphie de cacher, d'enterrer toutes les armes en possession des ouvriers, afin d'éviter un affrontement militaire entre Tchang Kai-chek et les ouvriers». Le commandant de la première division qui se trouvait dans le quartier ouvrier, ayant reçu l'ordre de Tchang de quitter la ville - ce qui signifiait que ce dernier préparait une action militaire contre les prolétaires -, alla pro-

poser aux dirigeants communistes et aux envoyés de l'Internationale de refuser d'obéir et à la tête de ses troupes d'arrêter Tchang pour complot contre-révolutionnaire. Mais paralysés par la politique de suivisme et d'apaisement envers le Kuomintang, ces derniers refusèrent, se contentant d'écrire à Tchang pour lui demander respectueusement de revenir sur sa décision, et en définitive ils laissèrent s'éloigner ces soldats. Cf Harold Isaacs, «La tragédie de la révolution chinoise», Gallimard 1967, pp 206, 214.

(5) Un télégramme de Staline le 1er juin stipulait, entre autres points que: «Les excès [du mouvement paysan] doivent être combattus, mais non par des soldats, par les Unions Paysannes». Un certain Mao Tsé Toung était président de la Fédération Nationale des Unions Paysannes et il s'employa à appliquer cette directive avec un zèle qui fit dire à Roy qu'il se situait à l'extrême droite du PCC. Cf North, Eudin «M.N. Roy's Mission to China», Octagon Books 1977, p. 102, 106 (Roy était alors le nouvel envoyé de l'I.C. auprès du PCC). Quelques mois plus tôt, Mao dans un rapport au PCC où il indiquait que les Unions paysannes dans le Hunan comptaient 2 millions d'inscrits, avait pourtant écrit que la dénonciation des prétendus «excès» paysans ne servait qu'à «saboter la révolution»...

(6) cf H. Isaacs, op. cit. p. 316-317. Le 30 juin l'Union Générale du Travail (dirigée par le PCC) publia un communiqué pour enfoncer le clou: «Afin de consolider le front uni des troupes et des ouvriers et afin de supprimer toute base aux accusations des réactionnaires et des contre-

révolutionnaires, le syndicat a ordonné la dissolution des piquets armés (...). Les armes et les munitions ont été remises au bureau de Hankow de la garnison de Wuhan». Ibidem, p. 318.

(7) cf O. Perrone «La tattica del Comintern», Ed Sociali 1976, p.76. Ce texte était paru auparavant sur *Prometeo*, la revue théorique du Partito Comunista Internazionale, en 1946.

(8) Rapport à la réunion générale de Marseille des 11-13 juillet 1964. Cf «Programme Communiste» n°32.

Nous n'avons rien à redire à la puissante critique de Trotsky, à laquelle nous n'avons pu faire ici qu'une référence très brève, contre les orientations de l'Internationale. Il n'en va pas de même pour ses positions dans la période suivante et notre courant polémique durement contre lui. Trotsky soutenait qu'un «mot d'ordre intermédiaire devait être avancé: celui d'une Assemblée Constituante et d'une constitution démocratique en Chine». Il retombait ainsi dans les orientations démocratiques qu'il avait lui-même combattues, dans le mot d'ordre de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, dans la perspective de la révolution par étapes, comme si c'étaient des raccourcis. Mais l'histoire ne connaît pas de raccourcis; une tactique basée sur des expédients ou sur l'interclassisme ne peut conduire qu'à la défaite, avec l'aggravante que la reprise du mouvement révolutionnaire sur des bases théoriques et programmatiques correctes est rendue plus difficile et plus éloignée dans le temps.

Octobre 17 en Russie: Hégémonie du prolétariat, hégémonie du parti (extrait de «Bilan d'une révolution»)

L'immense portée de la révolution d'Octobre, les bolcheviks l'ont en quelque sorte illustrée par avance en exhumant la doctrine marxiste de l'Etat de la poussière où les réformistes l'avaient oubliée.

Les bolcheviks empruntèrent la même voie historique que les Communistes, celle que Marx et Engels avaient toujours préconisée, avant, pendant et après la Commune de Paris, la seule voie que les communistes reconnaissent, quels que soient leur pays et leur génération. Ce n'est certainement pas par hasard que les **Thèses d'avril** de Lénine assignent au parti (qui doit redevenir lui-même en se dépouillant de sa «chemise sale»), la tâche de redéfinir son programme, surtout en ce qui concerne «l'attitude envers l'Etat et **notre** revendication de l'«Etat-Commune»».

Il fallait que ce soit fait pour que disparaisse l'absurdité historique de la «dualité du pouvoir» et qu'enfin libéré du carcan de la phraseologie petite-bourgeoise grâce à l'influence décisive du parti, le Soviet trouve la force de défier ouvertement la classe dominante, de proclamer non seulement: «Aucun appui au Gouvernement provisoire!», mais surtout: «A bas la République parlementaire!».

Il le fallait pour que le Soviet accepte de devenir lui-même «le pouvoir unique de l'Etat», un pouvoir ne s'appuyant sur aucune loi, mais sur la «force armée des masses».

Il devait alors devenir bien clair qu'il n'y avait pas à s'attarder un seul instant à l'espoir d'un passage graduel de la première étape à la seconde, qu'une telle évolution était exclue et qu'il s'agissait d'un bond qualitatif puisqu'il faut **briser** la machine de l'Etat bourgeois et en construire une autre - un Etat tout aussi dictatorial que l'ancien, mais de nature prolétarienne; un Etat de classe, tout comme l'Etat bourgeois, mais dédaignant de cacher sa nature, contrairement à ce dernier; un Etat destiné à réprimer la classe ennemie, tout comme l'Etat bourgeois l'a toujours fait sans en convenir jamais de bon gré, alors que **les prolétaires** le feront et **le diront**.

Mais, suggèrent les jongleurs de la «Culture», ce bond - l'insurrection armée et l'exercice dictatorial du pouvoir, c'est-à-dire la suppression de la «démocratie pure» des bourgeois -, n'a-t-il pas été imposé à la Russie par ses particularités historiques, géographiques, voire même raciales? La Russie, n'est-ce pas... c'est la Russie; pourquoi ne pourrait-on emprunter ailleurs une autre voie?

Eh bien non! En ce mois de lutte intense, où l'histoire met implacablement le Comité central bolchevique en demeure de prendre ses

responsabilités (1), «**L'Etat et la Révolution**» répond à cette question de manière définitive:

1) «L'Etat bourgeois ne peut céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'«extinction», mais seulement, en règle générale, par une révolution violente» (2);

2) «La doctrine de la lutte des classes appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la **domination politique** du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. (...) «L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante», cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. **L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat**. Mais si le prolétariat a besoin de l'Etat en tant qu'organisation spéciale de la violence contre la bourgeoisie, une question s'impose: une telle organisation est-elle concevable sans que soit **au préalable détruite, démolie, la machine d'Etat que la bourgeoisie a créée pour elle-même?**».

3) «Ceux-là seuls ont assimilé la doctrine de Marx sur l'Etat qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour le **prolétariat** qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la **période historique** qui sépare le capitalisme de la «société sans classes», du communisme. Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une: en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une **dictature de la bourgeoisie**. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une: **la dictature du prolétariat**».

La revendication de la dictature du prolétariat «pour toute une période historique», loin d'être ne prétention subjective de cette classe, n'est que la traduction d'une exigence **objective** dans la mesure où bourgeoisie et prolétariat sont **les seuls** protagonistes du drame historique contemporain:

«La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les

couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de **toutes** les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte **indépendante** pour leur affranchissement (...). Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour **diriger** la grande masse de la population - paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires - dans la «mise en place» de l'économie socialiste».

Ce passage est capital. Toute l'expérience des mois qui précèdent Octobre montre en effet que la petite-bourgeoisie freine nécessairement le mouvement ascendant de la révolution. C'est sous son influence insidieuse que le Soviet «seule forme possible de gouvernement révolutionnaire», reculait depuis février devant la tâche que lui confiait l'histoire: prendre et exercer tout le pouvoir, sans le partager avec qui que ce soit. Et cette expérience a une valeur générale, c'est une donnée de «mécanique sociale» destinée à jouer partout, le dangereux écueil qui menace toute révolution communiste.

«Après l'expérience de juillet 17, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre le pouvoir: hors de là, pas de victoire possible pour la révolution» (3) avait écrit Lénine quelques mois auparavant en montrant que si les communistes restaient «partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets», il ne pouvait s'agir «des Soviets d'aujourd'hui, [de] ces organes d'entente avec la bourgeoisie», mais «d'organes de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie» qui surgiraient de la nouvelle révolution.

En vertu de cette nécessité de «diriger» dictatorialement les masses, Octobre, ce sera la prise totalitaire et violente du pouvoir **par le parti** s'appuyant sur la force armée de la classe ouvrière; la liquidation de toute fiction démocratique et parlementaire, avec le boycottage du pré-Parlement d'abord, la dissolution de l'Assemblée constituante ensuite; l'intervention despotique dans l'économie et la construction d'une armée sur les ruines de l'armée démocratico-tsariste. Exemplaire en cela aussi, la main qui écrivait alors «L'Etat et la Révolution» laissera la brochure inachevée pour saisir le gouvernail de l'insurrection: il aurait été vain d'avoir tracé la voie révolution-

naire dans des textes théoriques pour ne pas l'emprunter, le moment venu, dans la réalité de la lutte des classes! Vainqueur ou vaincu, c'est par le combat que l'on prépare l'avenir (4).

Janvier 1918: «Certes, la victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays» [héritiers du stalinisme, frémissez!], mais voilà ce qui est possible: «L'exemple vivant, l'action commencée dans un pays quelconque, est plus efficace que toutes les proclamations et toutes les conférences; **c'est ce qui enthousiasme les masses laborieuses de tous les pays**» (5). Juillet 1918, alors que l'incendie de la guerre civile jette ses premières lueurs: «Accédant au pouvoir en tant que parti communiste prolétarien alors que la bourgeoisie capitaliste maintenait encore sa domination dans les autres pays, notre devoir le plus urgent était, je le répète, de maintenir ce pouvoir, ce flambeau du socialisme, afin qu'il puisse lancer le plus d'étincelles possible sur l'incendie grandissant de la révolution mondiale» (6).

Tel est l'enseignement d'Octobre!

«Diriger les masses». Les diriger d'abord dans la conquête insurrectionnelle du pouvoir par les Soviets «trempés et purifiés par la lutte»; les diriger ensuite dans la lutte gigantesque contre «la résistance des exploités, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de l'organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de renverser le pouvoir exercé des pauvres» (7), et contre le poids des traditions, des habitudes, de l'influence tenace de l'idéologie petite-bourgeoise s'insinuant dans tous les pores d'une société qui mue douloureusement. Comment les diriger? Il ne suffit pas d'éduquer, il faut encore «neutraliser» et «réprimer» les forces du passé qui ressurgissent sans cesse et menacent l'avenir; il faut savoir que «toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos» (8); il faut donc diriger dictatorialement, car il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite-bourgeoisie, ne peuvent manquer de «se manifester» dans une révolution aussi profonde (...) Pour en venir à bout, il faut du temps et il faut une main de fer».

Voilà la grande leçon de l'Octobre rouge: la bataille sans trêve sur tous les fronts de la guerre déchaînée par la contre-révolution intérieure et extérieure, par la bourgeoisie nationale et internationale, doit s'accomplir d'un contrôle dictatorial de la part d'une seule classe sur les «éléments de décomposition» qui naissent ou renaissent sans cesse du sein vivace des classes intermédiaires, ces rebuts d'une «histoire morte» qui se cramponnent désespérément à l'«histoire vivante» et menacent de la faire couler à pic.

Pour toutes ses raisons, sans qu'une seule d'entre elles puisse être omise, Lénine dira dans sa polémique contre Kautsky que «la dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi»; en conséquence, «l'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression **violente** des exploités **comme classe** et par suite la **violation de la "démocratie pure"**» (9). La révolution d'Octobre, non seulement privera les bourgeois de tout droit politique, mais imposera à la petite-bourgeoisie paysanne des droits inférieurs à ceux du prolétariat. Pour toutes ces raisons et même sans guerre extérieure, la nécessaire Terreur rouge est la manifestation politique de la dictature prolétarienne, son moyen d'intervention dans les rapports économiques et sociaux, son instrument d'action militaire. Pour toutes ces raisons, communes à tous les pays, la dictature du prolétariat implique l'existence du **parti** politique.

* * *

Hégémonie du prolétariat - hégémonie du parti. Les deux termes sont inséparables, de même que dans le **Manifeste** l'«organisation du prolétariat en classe dominante» est inconcevable sans «l'organisation du prolétariat en classe et donc en parti».

L'histoire d'Octobre est celle de deux pro-

cessus inverses dont les points de contact sont autant de heurts sanglants. Tandis que les masses s'écartent du Gouvernement provisoire, désertent le front, se heurtent dans la rue aux forces de l'ordre, poussent à l'insurrection, exigent le pouvoir à coups de fusil et non par des bulletins de vote, les partis qui se réclament de la classe ouvrière, mais qui reflètent les hésitations, la couardise, la servilité de la petite-bourgeoisie, s'alignent les uns après les autres sur le front de la démocratie parlementaire et de la guerre; inversement le parti qui depuis avril proclame l'urgence de briser ce front maudit et agit effectivement pour la conquête du pouvoir au nom du «prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie», apparaît de plus en plus sur la scène politique et sociale comme le **parti unique de la révolution et de la dictature**. Après l'épreuve de force de la dissolution de l'Assemblée constituante, il ne reste plus à ce parti qu'un dernier allié possible: les socialistes-révolutionnaires de gauche. La paix de Brest-Litovsk brisera ce dernier lien, et dans la guerre civile, jusqu'à Cronstadt et au-delà, le pouvoir prolétarien se heurtera à chaque pas aux résurgences démocratiques, populaires, centrifuges ou anarchistes des anciens groupes ou partis et les balaira dans sa marche en avant.

Cette «décantation» des forces politiques et sociales n'était pas un fait nouveau. Dans leur étude des luttes de classe en France et en Allemagne, Marx et Engels avaient déjà montré, pour l'édification du prolétariat révolutionnaire et de son parti, qu'il était inévitable que les groupes et les partis défendant les classes intermédiaires et en incarnant les intérêts économiques, les habitudes et l'idéologie passent progressivement à l'ennemi. La grandeur des bolcheviks réside justement dans ce que, **pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier**, ils ont tiré de cette dure leçon négative une **force active**, un **facteur de victoire**. Laisant les morts enterrer les morts, ils acceptèrent, magnifiquement seuls, la responsabilité du pouvoir; rien ne pouvait les faire hésiter, même pas l'indécision et les «scrupules démocratiques» de certains de leurs camarades (des camarades au long passé de communistes) qui reculèrent devant ce «saut dans l'inconnu» qu'était l'insurrection, même pas les désertions inévitables; ils ne furent nullement pris au dépourvu, passèrent outre et ouvrirent consciemment l'ère de la dictature du parti au nom de la classe.

Les forces prolétariennes saines s'étaient dégagées du magma composite des forces sociales; c'est la nécessité historique qui fit de la révolution d'une seule classe, la révolution d'un seul parti: l'hégémonie du prolétariat ne pouvait pas ne pas se traduire par l'hégémonie du parti qui en était tout à la fois la conscience théorique, la volonté organisée, l'organe de la conquête et de l'exercice du pouvoir. Et ce fut la victoire.

* * *

En septembre 17, liant comme toujours les «bonds qualitatifs» de la révolution russe à l'expérience de la lutte prolétarienne mondiale, Lénine écrivait déjà: «La fin honteuse des partis socialiste-révolutionnaire et menchévique n'est pas l'effet du hasard; c'est le résultat maintes fois confirmé par l'expérience européenne, de la situation économique des petits patrons, de la petite bourgeoisie» (10). En conséquence le parti dirigera seul l'insurrection, prendra seul le pouvoir, sachant bien que l'on ne détermine pas le mouvement réel des masses en scrutant l'âme des partis infestés par l'inertie petite-bourgeoise, ni même celle des organes de masse nés de la révolution, où les hésitations, le «suivisme», la «force de l'habitude» propres à la vieille société ont tout loisir de se manifester.

Seule la théorie fondée sur un bilan des luttes de classe passées permet de **prévoir** la disposition naturelle des forces de classe à l'heure décisive, de **savoir** que cette heure a sonné et d'intervenir alors, non pour «faire» la révolution, mais pour la **diriger**, et la diriger bien au delà de la prise du pouvoir, puisque celle-ci n'est que le premier acte du drame social, puisque l'ennemi ne manquera jamais de redresser la tête et que le parti (un **seul** parti) sera plus que jamais nécessaire pour exercer le pouvoir.

En 1920, dans «La Maladie infantile du Communisme», Lénine restituera au prolétariat occidental la leçon reçue de lui et enrichie du bilan de trois ans de guerre civile et de

dictature communiste: «La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi **plus puissant**, contre la bourgeoisie dont la résistance est **décuplée** du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la **force de l'habitude**, dans la force de la petite production (...). Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat (...). Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti (...) cela équivaut, précisément, à faire siens ces défauts de la petite-bourgeoisie que sont la dispersion, l'instabilité, l'inaptitude à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, **défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat**, pour peu qu'on les encourage» (11).

La dictature du prolétariat, c'est la centralisation et la discipline, et donc la dictature du parti. Trotsky exprimera la même idée dans une formule lapidaire qui a le mérite de lier cette «discipline de fer» du parti aux fondements même de la centralisation réelle (un aspect essentiel sur lequel notre courant insistera continuellement dans les congrès de l'Internationale, non par luxe académique, mais parce que c'est une exigence **vitale** du mouvement révolutionnaire), c'est-à-dire la continuité de programme et d'organisation et leur liaison organique à la tactique employée qui s'oppose à l'éclectisme doctrinal complété par la tendance à l'improvisation pratique si bien enracinée dans les «partis ouvriers» influencés par la petite-bourgeoisie et son intelligentsia:

«Ce n'est qu'avec l'aide d'un parti qui s'appuie sur son **passé historique**, qui prévoit théoriquement le cours du développement en toutes ses étapes et **en déduit** [qu'on lise attentivement: c'est de la prévision théorique qu'il «déduit» et non de cette observation passive de l'histoire qui aboutit à quelque «découverte» imprévisible!] quelle forme d'action est juste à un moment donné, ce n'est qu'avec l'aide d'un tel parti que le prolétariat peut se libérer de la **nécessité de répéter sa propre histoire, ses propres oscillations, sa propre indécision et ses propres erreurs**» (12).

Cette force qui permit à l'insurrection de triompher et au prolétariat de vaincre dans la guerre civile, la révolution de demain devra en retrouver, sous peine de mort, le secret. En écrivant les lignes citées ci-dessus, Lénine et Trotsky pensaient davantage à la terrible période de la guerre civile qu'à la brève phase de l'insurrection ou à ses suites immédiates, comme la dissolution de l'Assemblée constituante et la rupture avec les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nous pourrions ainsi résumer leur enseignement capital; lorsque la classe ouvrière se présente sur la scène historique (ou pis, sur la scène parlementaire, mais cela concerne assez peu la Russie de 1917) divisée en plusieurs partis, la solution n'est pas le partage du pouvoir entre ces partis, mais la liquidation de tous les valets du capitalisme travestis en partis ouvriers, les uns après les autres, jusqu'à ce que tout le pouvoir tombe dans les mains du seul parti de classe.

Ce principe de l'hégémonie du parti se trouve tel quel dans l'oeuvre de Marx et Engels, et plus spécialement dans la longue polémique contre les anarchistes qui attaquaient le Conseil général de la Ie Internationale; mais la grande force des révolutions, même quand elles sont finalement vaincues, c'est de mettre vivement en lumière et en relief les principes permanents de la doctrine et du programme; Il n'y avait donc rien de nouveau dans les thèses sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne que le IIe Congrès de l'Internationale communiste adopta en 1920, au terme de la sanglante guerre civile en Russie; simplement la lutte héroïque du prolétariat bolchevique donnait un poids nouveau aux principes de toujours.

«L'Internationale communiste repousse de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son parti politique. Le but de cette lutte, qui tend inévitablement à se transformer en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Mais le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par un parti politique. (...) L'apparition des Soviets, forme

historique principale de la dictature du prolétariat, ne diminue nullement le rôle dirigeant du parti communiste dans la révolution prolétarienne (...). L'histoire de la révolution russe nous montre à un certain moment les Soviets allant à l'encontre du parti prolétarien et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne et elle peut aussi se produire dans d'autres pays. Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un parti communiste assez fort pour exercer une influence décisive sur les Soviets, au lieu de «s'adapter» à eux, c'est à dire pour les contraindre à ne pas «s'adapter» à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, est nécessaire. (...) Le parti communiste n'est pas seulement nécessaire **avant et pendant** la conquête du pouvoir, mais encore **après** celle-ci (...).

La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales» (13).

(1) «Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale [quand trouverons-nous ces deux termes séparés dans la littérature révolutionnaire d'Octobre? - NDLR] dépend de eux ou trois jours de lutte», Lénine, «Conseils d'un absent», Oeuvres, Tome 26, p. 184.

(2) Oeuvres, Tome 25, p. 433.

(3) «A propos des mots d'ordre», Oeuvres, T. 25, p. 204-205.

(4) La rédaction du VIIe chapitre de «L'Etat et la révolution», sur l'expérience des révolutions en Russie, n'est pas allée au-delà du titre, mais «il est plus agréable et plus utile de faire l'expérience d'une révolution que d'écrire à son sujet» dira Lénine en guise de justification. Ajoutons que nous laissons aux philistins l'idée que l'oeuvre littéraire ou de chef révolutionnaire de Lénine appartient à un «grand homme», à un «individu exceptionnel»; pour nous un Lénine, par-delà ses dons personnels, était et reste l'arme d'une classe et d'un parti - et c'est le plus grand hommage qu'on puisse lui rendre.

(5) «Rapport sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple au IIIe Congrès des Soviets» (24/1/1918). Oeuvres, T. 26, p. 492.

(6) «Discours à la séance commune du C.E.C.» (29/7/1918). Oeuvres, t. 28, p. 19.

(7) «Les tâches immédiates des Soviets», Oeuvres, T. 27.

(8) Ibidem

(9) «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», Oeuvres T. 28 pp. 244 et 264.

(10) «Les enseignements de la révolution», Oeuvres T. 25, p. 261.

(11) Oeuvres, T. 31, pp. 17, 38 et 39.

(12) «Les enseignements de la Commune», 1920.

(13) cf «Manifeste, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'IC», réimpression La Brèche, 1984.

Série «les textes du Parti Communiste International» «Bilan d'une Révolution»

- Les grandes leçons d'Octobre 17
 - Les fausses leçons de la contre-révolution en Russie
 - L'économie russe d'Octobre à nos jours.
- (Brochure 192 pages, 10 Euro)

SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LEÇONS D'OCTOBRE 1917
LES FAUSSES LEÇONS DE LA CONTRE-
REVOLUTION DE RUSSIE
L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION
ANOS JOURS

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Mondialisation et krach financiers, deux facteurs du même processus de crises du capitalisme

La crise financière internationale de cet été dont tous les médias ont parlé a se poser aux capitalistes et aux gouvernements du monde entier les questions fatidiques habituelles: le système capitaliste mondial réussira-t-il à surmonter cette énième crise financière sans plonger dans la récession? Réussira-t-il à préserver l'économie réelle?

Ces questions en elles-mêmes font apparaître un problème: il existe une économie que les capitalistes appellent **réelle**, et une économie irréaliste, virtuelle, fictive, fantastique pour reprendre un terme cher à Marx. «Economie réelle» signifie économie productive, industrielle et agricole, économie productive de biens matériels, où le capital industriel et commercial utilise le travail salarié pour produire des marchandises qui sont ensuite échangées sur le marché contre de l'argent; tandis que l'«économie fictive» désigne la partie représentée par l'accumulation de capital porteur d'intérêt, de crédit, de capital qui ne s'investit pas dans le cycle de la production réelle.

Le développement du capitalisme accroît énormément la masse de capitaux; elle produit constamment, comme pour les marchandises, une surproduction de capitaux. Et cette surproduction qui n'arrive pas à s'investir dans le cycle de production de marchandises, se déverse dans un cadre que l'on pourrait appeler virtuel: celui des titres de crédit, le monde des promesses de paiement, des traites; le monde où la spéculation, le risque, croissent en proportion géométrique des flux qui s'y portent. La vitalité du capital est donnée par sa circulation continue et toujours plus rapide; mais la surabondance de capitaux peut dans certaines conditions conduire à leur destruction. La spéculation boursière, d'un côté récompense le risque pris par les investisseurs par une valorisation accrue des capitaux investis, mais d'un autre côté se traduit par la destruction des capitaux qui n'ont pas réussi à s'accroître et qui connaissent une volatilité au profit des investisseurs plus chanceux.

Le capital financier, détenu et contrôlé par le système bancaire, a de manière générale devant lui deux possibilités d'investissement: soit l'investissement dans la production et la circulation des marchandises, soit l'investissement spéculatif. Quand les banques s'orientent plutôt vers le risque spéculatif que vers le crédit industriel et commercial, elles font en même temps courir un risque de liquidité à tous les capitaux qui sont déposés chez elles.

La spéculation peut intéresser tous les titres boursiers, privés, publics, d'Etat. Une crise financière profonde comme celle de 1929 touche tout le système, c'est-à-dire toutes les sociétés par actions qui existent; et comme ces sociétés sont par définition mondialisées ou mondialisables, lorsque tout le système boursier cède, nous nous trouvons face à une crise **générale** du capitalisme. Mais cela ne peut arriver que lorsque les facteurs de crise sont déjà à l'oeuvre dans l'économie réelle; alors la volatilité des capitaux, c'est-à-dire le manque général de liquidités de la part des banques se manifeste en même temps que la fermeture des usines, l'augmentation vertigineuse du chômage et la paupérisation de la plus grande partie de la population. Il ne s'agit plus de la disparition de quantités même considérables de capitaux fictifs ou de la destruction partielle de capitaux réels, mais bien d'un arrêt de la production, c'est-à-dire d'un arrêt de la production et reproduction du capital. Le capitalisme ne peut surmonter des crises de ce type que par la destruction encore plus large de capitaux, de marchandises et de forces productives que seule la guerre permet d'obtenir: ce n'est que par la **grande destruction** de la guerre que le capital peut recommencer à construire, recommencer à engranger des pro-

fits à travers un nouveau cycle de production capitaliste, d'autant plus puissant que les destructions ont été plus grandes.

Avant des crises de cette ampleur et de cette gravité, la croissance capitaliste débouche sur des crises partielles, régionales qui frappent une partie des capitaux financiers ou une partie des économies nationales. Il réussit à surmonter ces crises par l'augmentation du taux de profit du travail salarié d'où il extorque des quantités gigantesques de plus-value, c'est-à-dire de profits à investir dans l'économie réelle ou «fictive», cette exploitation accrue du travail salarié étant négociée et contrôlée par les organisations collaborationnistes ou directement imposée par la force brutale de l'Etat lorsque ces dernières ne peuvent plus remplir ce rôle. La crise boursière de cet été a fait trembler les temples de la bourse du monde entier, elle n'avait pas la force de les faire s'effondrer.

Les «spécialistes» se sont employés à étudier cette crise pour en tirer des conclusions rassurantes pour l'économie bourgeoise: la «bulle immobilière» américaine, qui se profilait en réalité depuis deux ans au moins, a sans doute mis en péril le capitalisme financier américain, ainsi que l'anglais et l'allemand, mais le système boursier dans son ensemble a résisté.

Cela signifie que la crise de confiance envers les centres financiers américain et anglais (Wall Street et Londres étant les deux premières bourses mondiales) n'a été que superficielle. C'était déjà ce qui s'était passé au début de l'année lors de la chute de la bourse de Shanghai (-9% en février): l'économie réelle chinoise a continué à croître à un rythme rapide, limitant les conséquences de cette chute et permettant à la bourse de Shanghai de revenir à ses niveaux antérieurs, pour le plus grand bien de la finance mondiale.

La crise dite des *sub-prime* (des prêts immobiliers à des populations présentant très peu de garanties de solvabilité) pouvait mettre en péril le système financier américain car elle a entraîné une baisse sensible de la consommation interne. Il faut savoir que l'économie américaine (et, **par conséquent**, l'économie mondiale) a connu durant ces dernières années une forte augmentation de sa consommation interne, qui a permis aussi une forte augmentation des exportations de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, etc., vers ce pays qui est le premier marché du monde; la confiance de ses partenaires économiques envers le géant américain peut directement se mesurer au fait que ce sont eux qui financent la gigantesque dette publique et ses déficits (le Japon et la Chine principalement).

Il y a près d'un siècle et demi Marx écrivait à propos de la consommation des masses:

«Imaginons que la société tout entière soit composée simplement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés. Laissons de côté, en outre, les fluctuations de prix qui empêchent que de grandes fractions de l'ensemble du capital ne se remplacent dans les conditions moyennes et qui, étant donné l'interdépendance générale de l'ensemble du procès de reproduction telle que la développe normalement le crédit, doivent nécessairement provoquer toujours des arrêts généraux momentanés. Faisons abstraction également des affaires fictives et des transactions spéculatives favorisées par le système de crédit. Alors une crise ne s'expliquerait que par le déséquilibre de la production dans diverses branches et par un déséquilibre entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation.

Mais dans l'état de choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes im-

productives, tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste. La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société» (1).

Dans ce passage Marx évoque ce que l'on appelle aujourd'hui les récessions (*les arrêts momentanés*) et les inévitables spéculations; il indique les limites que la «loi du salaire» (l'esclavage salarié) impose à la consommation des masses, sachant que cette loi du salaire (donc cette limite de la consommation) dicte les conditions pour que l'*utilisation* des travailleurs par les capitalistes soit rentable, autrement dit que le «coût du travail» soit suffisamment faible pour extorquer de la plus-value.

La consommation des travailleurs doit être comprise dans son sens le plus large, des produits de première nécessité aux biens les plus divers auxquels, dans les périodes de prospérité économique, les masses ont pu avoir accès dans les pays capitalistes développés et dont le marché a contribué au développement économique capitaliste (du réfrigérateur à la télévision, de l'automobile à l'appartement, du téléphone portable aux vacances, etc.), même si c'est la consommation des classes non productives (bourgeoisie et classes moyennes) qui est déterminante.

Pour ne pas que s'interrompe le mouvement perpétuel de valorisation du capital qui est le moteur de la production, il faut que les capitaux qui résultent du cycle productif puissent trouver à s'investir de manière rentable, soit dans l'économie réelle, soit dans divers types de spéculation qui offrent des perspectives de profit plus alléchantes quand celle-ci ralentit.

La propriété de son logement a toujours été un bien-capital d'une grande importance, non seulement pour les bourgeois et les classes moyennes, mais aussi pour les travailleurs qui pouvaient y avoir accès. Des sociétés de crédit spécialisées se sont créées en direction de ces derniers, toujours plus «accommodantes», comme si la capacité de consommation des masses ne connaissait plus de limites: c'est en tout cas dans ce sens que se sont développées les fameuses sub-prime qui ont comme clientèle les couches prolétariennes.

Les prêts sub-prime présentent un gros risque pour ceux qui y souscrivent (taux d'intérêts très élevés), mais aussi pour les établissements financiers qui les vendent, étant donné le risque élevé de défauts de paiement. Ces crédits ont donc été couverts en les mélangeant à d'autres plus solides, dans des «produits financiers» (ou «titres») vendus sur le marché financier international. Cette «titrisation» censée amortir le risque de certains prêts a en réalité eu comme conséquence de généraliser la crise lorsque la «bulle» spéculative a finalement éclaté. Par centaines de milliers, les souscripteurs ont perdu «leur» maison, les institutions financières ont perdu des sommes énormes, les banques centrales ont dû voler au secours du système financier pour pallier à l'assèchement des liquidités due à la perte de confiance des banques entre elles: Partie des Etats-Unis la crise a rejailli en Allemagne, en Grande-Bretagne, sur les marchés financiers du monde entier.

Le développement du capitalisme n'aurait pas été possible sans le développement du crédit, et le développement du système du crédit a conduit inévitablement à la prédominance du **capital financier** sur le capital industriel et commercial. Marx a expliqué qu'au *stade suprême* du capitalisme, on assiste à la «transformation du capitaliste réellement actif en un simple dirigeant et administrateur du capital d'autrui»; la véritable figure centrale est l'entrepreneur qui emprunte des capitaux pour réaliser une activité économique ou financière dont il s'approprie le produit. Marx ajoute:

«Si le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale, c'est seulement

parce que le procès de reproduction (du capital - NdIR) par nature élastique, se trouve tendu ici jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, même s'il est actif, supprime peureusement les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit. Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production (le communisme - NdIR).

Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production.

Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit: d'une part développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales; mais d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production» (2).

Le communisme est l'issue historique du mouvement réel, extrêmement contradictoire, de l'économie capitaliste et de ses crises!

(A suivre)

(1) cf K. Marx, «Le Capital», Livre III, section V, ch. 30. *Capital-argent et capital réel*. Ed Sociales 1970, Tome 7, p. 145.

(2) Ibidem, ch. 27, *Le rôle du crédit dans la production capitaliste*. Ed. Sociales 1970, Tome 7, pp 106-107.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3e liste 2007

Aix, réunion: 70,00 / David: 45,00 / Elena: 20,00 / François: 7,50 / Gilbert: 12,50 / Paris: 700,00 Réunion Publique Octobre: 132,00 / Peter: 20,00 / Vaillant: 12,96 / Victor: 130,00
Total liste: 1149,96 Euros
Total général: 4558,32 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**